



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 21 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1978

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
228

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

- N. 841. Περί κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις τὴν 10ην Ἀπριλίου 1976 ὑπογραφείσης Συμβάσεως Δικαστικῆς Ἀρωγῆς ἐπὶ ἀστικῶν καὶ ποινικῶν ὑποθέσεων μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας. 1
- N. 842. Περί κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις τὴν 10ην Ἰουνίου 1977 ὑπογραφείσης, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἑνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, Συμφωνίας Ἐπιστημονικῆς καὶ τεχνολογικῆς συνεργασίας μετὰ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς. 2

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 841

Περί κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις τὴν 10ην Ἀπριλίου 1976 ὑπογραφείσης Συμβάσεως Δικαστικῆς Ἀρωγῆς ἐπὶ ἀστικῶν καὶ ποινικῶν ὑποθέσεων μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσταμεν:
Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Ἀθήναις τὴν 10ην Ἀπριλίου 1976 ὑπογραφείσα Σύμβασις Δικαστικῆς Ἀρωγῆς ἐπὶ ἀστικῶν καὶ ποινικῶν ὑποθέσεων μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον εἰς τὸ πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὥς ἑπεται:

CONVENTION

d'assistance judiciaire en matière civile et pénale entre la République Hellénique et la République Populaire de Bulgarie.

Le Président de la République Hellénique et le Conseil d'Etat de la République Populaire de Bulgarie attribuant une grande importance à la coopération entre les deux pays dans le domaine des relations judiciaires, ont décidé de conclure une Convention d'assistance mutuelle judiciaire en matière civile et pénale et ont à cette fin nommé leurs plénipotentiaires,

Le Président de la République Hellénique, Monsieur Dimitri Bitsios, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Conseil d'Etat de la République Populaire de Bulgarie, Monsieur Peter Mladenov, Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I'

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er

Protection judiciaire

1. Les ressortissants de l'une des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, pour ce qui est de leurs droits personnels et patrimoniaux, de la même protection judiciaire que les ressortissants de cette Partie contractante.

2. Les ressortissants de l'une des Parties contractantes auront accès librement et sans entraves aux tribunaux, parquets et services notariaux (appelés ci-après «autorités judiciaires») dont la compétence s'étend aux matières visées par la présente Convention et aux autres autorités de l'autre Partie contractante; ils peuvent comparaître, former des requêtes et intenter des actions devant ces autorités dans les mêmes conditions que les ressortissants de cette Partie contractante.

3. Les dispositions du chapitre 1er de la présente Convention s'appliqueront MUTATIS MUTANDIS aux personnes morales des deux Parties contractantes.

Article 2

Assistance judiciaire

1. Les autorités judiciaires des deux Parties contractantes s'accorderont une assistance judiciaire en matière civile, y compris le droit commercial et le droit familial, et en matière pénale.

2. Les autorités judiciaires accorderont une assistance judiciaire aux autres autorités dont la compétence s'étend sur les affaires visées au paragraphe 1er du présent article.

Article 3

Mode des rapports

Les autorités judiciaires des Parties contractantes communiqueront entre elles aux fins de l'assistance judiciaire par l'intermédiaire de leurs organes centraux, à savoir pour la République Hellénique, le Ministère de la Justice et pour la République Populaire de Bulgarie, le Ministère de la Justice ou le Procureur Général.

Article 4

Etendue de l'assistance judiciaire

Les Parties contractantes se prêteront mutuellement une assistance judiciaire en accomplissant divers actes

de procédure et notamment : transmission et remise de documents, perquisitions, saisie et remise de pièces à conviction, expertise, interrogatoire d'inculpés, de témoins, d'experts, audition des parties et d'autres personnes ainsi que visite judiciaire des lieux.

Article 5

Contenu de la demande d'assistance judiciaire

1. La demande d'assistance judiciaire doit contenir les renseignements suivants:

- a) le nom de l'organe requérant;
- b) le nom de l'organe requis;
- c) l'indication de l'affaire donnant lieu à la demande d'assistance judiciaire;
- d) les noms, adresses et nationalité des parties, des inculpés, des prévenus et des condamnés;
- e) les noms et adresses des représentants des parties;
- f) l'objet de la demande d'assistance judiciaire et les données nécessaires à son exécution; et
- g) en matière pénale, une description de l'infraction et sa qualification;

2. Les demandes d'assistance judiciaire doivent être munies d'une signature et d'un cachet.

Article 6

Procédure d'exécution de la demande d'assistance judiciaire

1. Pour exécuter une demande d'assistance judiciaire, l'organe requis appliquera sa législation nationale.

2. Si l'organe requis n'est pas compétent pour exécuter la demande d'assistance judiciaire, il la transmettra à l'autorité compétente.

3. Si l'adresse exacte de la personne nommée dans une demande d'assistance judiciaire est inconnue l'organe requis prendra les mesures nécessaires pour établir cette adresse; en cas d'impossibilité d'exécution de la demande d'assistance judiciaire, les pièces seront restituées à l'organe qui les a adressées.

4. Après l'exécution de la demande d'assistance judiciaire l'organe requis restituera les pièces à l'organe requérant ou si la demande n'a pas pu être exécutée il lui fera connaître les circonstances qui ont empêché l'exécution.

Article 7

Immunité des témoins et experts

1. Le témoin ou l'expert qui comparaît devant l'autorité de la Partie requérante sur citation signifiée par l'autorité judiciaire de la Partie requise ne peut, quelle que soit sa nationalité, faire l'objet de poursuite pénale ou d'exécution d'une peine pour une infraction commise avant qu'il n'ait franchi la frontière de la Partie requérante.

2. L'immunité prévue au paragraphe précédent cessera, lorsque le témoin ou expert, ayant eu la possibilité de quitter le territoire de la Partie requérante pendant dix jours consécutifs après que les autorités judiciaires lui auront fait connaître que sa présence n'était plus nécessaire, sera néanmoins demeuré sur ce territoire ou y sera retourné après l'avoir quitté. Dans ce délai ne sera pas compté le temps pendant lequel le témoin ou l'expert n'a pas pu quitter le territoire du pays pour des raisons indépendantes de sa volonté.

Article 8

Documents

1. Les documents établis sur le territoire de l'une des Parties contractantes ou légalisés par ses organes, dans le domaine de leur compétence, conformément à la for-

me établie et portant un sceau, sont acceptés sur le territoire de l'autre Partie contractante sans légalisation.

2. Seront également exempts de légalisation les actes sous seing privé, légalisés par le tribunal ou un autre organe compétent de l'une des Parties contractantes, en vue de leur emploi devant les tribunaux et autres organes de l'autre Partie contractante.

Article 9

Signification

1. L'organe requis effectuera la signification conformément à la procédure en vigueur dans son pays si les documents à signifier sont rédigés dans sa langue nationale ou sont accompagnés d'une traduction certifiée conforme dans cette langue. Sinon, les documents à signifier sont remis au destinataire si ce dernier consent à les accepter.

2. La commission rogatoire indiquera l'adresse exacte du destinataire et le nom du document à signifier.

3. Si la signification des documents ne peut avoir lieu à l'adresse indiquée l'organe requis prendra les mesures nécessaires pour établir l'adresse exacte; si l'adresse ne peut être établie les documents seront retournés à l'organe requérant.

Article 10

Preuve de la signification

L'organe requis est tenu de donner la preuve de la signification conformément aux règlements pertinents de la Partie requise. Elle comprendra une indication du lieu, de la date de la signification et du nom de la personne à laquelle les documents ont été remis.

Article 11

Signification à des nationaux

1. Les Parties contractantes ont le droit de signifier des documents à leurs nationaux par l'intermédiaire également de leurs missions diplomatiques ou consulaires.

2. Aucune mesure coercitive ne peut être appliquée en pareil cas.

Article 12

Frais de l'assistance judiciaire

1. La partie requise n'exigera pas le remboursement des frais de l'assistance judiciaire. Chacune des Parties contractantes prendra à sa charge tous les frais d'assistance judiciaire encourus sur son territoire.

2. L'organe requis informera l'organe requérant du montant des frais. Si l'organe requérant recouvre ses frais sur la personne qui est tenue de les acquitter, lesdites sommes seront acquises à la Partie contractante dont l'organe les a recouvrées.

Article 13

Renseignements sur des questions de droit

Les organes centraux des autorités judiciaires des deux Parties contractantes se communiqueront mutuellement des renseignements sur leur législation en vigueur.

Article 14

Refus d'assistance judiciaire

L'assistance judiciaire pourra être refusée:

1. Si la demande se rapporte à des infractions considérées par la Partie requise comme des infractions politiques.

2. Si la Partie requise estime que l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité ou à son ordre public.

Article 15

Actes d'état Civil

1. Chacune des deux Parties contractantes adressera à l'autre des extraits des registres d'état civil pour les naissances, les mariages et les décès des ressortissants de l'autre Partie contractante, ainsi que les émendements et les compléments qui y seront apportés.

2. Les actes de décès seront envoyés d'office, les autres sur demande. Tous ces actes seront transmis gratuitement par voie diplomatique.

Article 16

Remise d'objets et transfert de sommes

La remise d'objets et le transfert des sommes d'argent se feront conformément à la législation de la Partie requise.

Article 17

Langues

Les organes judiciaires des deux Parties contractantes se serviront, dans leurs rapports mutuels, de leur langue nationale, les actes et documents à échanger étant en même temps traduits dans la langue du Pays requis ou en langue française.

CHAPITRE II

FRAIS DE JUSTICE ET FACILITES DE PROCEDURE

Article 18

Dispense de caution «Judicatum solvi»

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes, y compris les personnes morales, qui comparaissent devant les tribunaux de l'autre Partie et qui résident sur le territoire de l'une ou l'autre des Parties contractantes ne peuvent être astreints à fournir une caution judicatum solvi pour la seule raison qu'ils sont étrangers ou qu'ils n'ont pas de domicile, de résidence ou de siège sur le territoire de cette autre Partie.

Article 19

Facilités de procédure

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes bénéficient sur le territoire de l'autre Partie, de l'exemption des taxes de timbre et des frais de justice et jouiront d'autres facilités ainsi que du droit à l'assistance judiciaire gratuite dans les mêmes conditions et dans la même étendue que les nationaux.

Article 20

1. Les documents relatifs à la situation personnelle, familiale et matérielle du requérant désireux de se prévaloir des facilités prévues à l'article 19 seront délivrés par les autorités compétentes de la Partie contractante sur le territoire de laquelle il est domicilié.

2. Si le requérant désireux de bénéficier desdites facilités n'a pas de domicile ou de résidence sur le territoire de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, le document peut être délivré par la mission diplomatique ou consulaire.

3. L'organe judiciaire qui statue sur la demande d'exemption en vertu de l'article 19 peut demander des renseignements complémentaires à l'organe ayant délivré le document.

Article 21.

Si un ressortissant de l'une des Parties contractantes désire bénéficier des facilités prévues à l'art. 19 et en fait la demande auprès des autorités compétentes de l'autre Partie contractante il peut adresser sa demande aux autorités compétentes du lieu de son domicile ou résidence. Elles transmettront la demande et le procès-verbal accompagnés des documents délivrés conformément à l'article 20 aux autorités compétentes de l'autre Partie contractante.

Article 22

Si un ressortissant d'une des Parties contractantes est tenu de verser des taxes et des frais de justice aux autorités de l'autre Partie contractante sur le territoire de laquelle il a son domicile ou sa résidence, il lui sera fixé un délai suffisant pour le faire.

Article 23

Exécution des décisions relatives aux frais judiciaires

1. Si une partie à un procès dispensée de la caution judicatum solvi en vertu de l'article 18 de la présente Convention doit, du fait d'un jugement définitif sur le territoire de l'une des Parties contractantes, acquitter des frais de justice, le tribunal compétent de l'autre Partie contractante lui accordera gratuitement, sur demande, l'exéquatur de recouvrement forcé desdits frais.

2. Aux frais de justice s'ajoutent également les frais afférents à la traduction et à la légalisation des documents visés à l'article 24.

Article 24

1. La demande d'exéquatur du recouvrement des frais de justice sera accompagnée d'une copie conforme de la décision relative aux frais de justice, ainsi que d'un document officiel attestant que la décision est définitive et exécutoire.

2. Les documents susvisés seront accompagnés d'une traduction dans la langue de la Partie contractante sur le territoire de laquelle le recouvrement aura lieu.

3. Le tribunal qui délivre l'exéquatur du recouvrement des frais de justice doit s'assurer:

a) que le jugement à exécuter est définitif et exécutoire;

b) qu'une traduction certifiée conforme est jointe aux documents visés au paragraphe 1er du présent article.

Article 25

Si la décision relative aux frais de justice doit être exécutée sur le territoire de l'autre Partie contractante la demande d'exéquatur sera adressée au tribunal de la Partie contractante qui a compétence pour délivrer l'exéquatur ou à celui qui a prononcé la décision aux frais de justice. Ce tribunal transmettra la demande au tribunal compétent de l'autre Partie contractante en même temps que les documents visés à l'article 24 de la présente Convention.

Article 26

1. Le tribunal délivrera l'exéquatur relatif aux frais de justice sans entendre les parties.

2. L'exécution de la décision relative aux frais de justice ne peut être refusée pour la seule raison que les personnes ayant adressé la demande d'exéquatur n'ont pas versé la caution judicatum solvi.

CHAPITRE III'

RECONNAISSANCE ET EXECUTION
DES DECISIONS JUDICIAIRES

Article 27

Chaque Partie contractante s'engage à reconnaître et à rendre exécutoire sur son territoire les décisions ci-dessous rendues sur le territoire de l'autre Partie contractante:

a) Les décisions judiciaires ayant acquis force légale et exécutoire en matière civile, familiale ou commerciale.

b) Les décisions des tribunaux criminels ayant acquis force légale et exécutoire en matière d'actions civiles pour dommages.

c) Les transactions judiciaires.

Article 28

La demande visant à reconnaître et à rendre la décision exécutoire peut être déposée directement par la partie intéressée devant l'instance compétente de la Partie contractante sur le territoire de laquelle doit être effectuée l'exécution ou devant l'instance qui s'est prononcée en premier ressort dans la cause en question.

Article 29

Devront être annexés à la demande d'exequatur:

a) Le texte intégral du jugement; s'il n'appert pas qu'il est entré en force légale et est susceptible d'exécution, il convient d'annexer un document approprié certifiant l'entrée en force légale du jugement;

b) Un document faisant foi qu'une citation a été remise en temps utile au défendeur par défaut, ou à son mandataire;

c) Une traduction légalisée de la demande et des documents indiqués aux points «a» et «b» de cet article.

Article 30

Avant de juger sur la demande, le tribunal peut le cas échéant, demander des éclaircissements aux parties et, après les avoir entendues, exiger des pièces complémentaires. Le tribunal saisi peut également demander des éclaircissements au tribunal ayant rendu le jugement.

Article 31

1. Lors de l'exécution du jugement, on applique la législation du pays sur le territoire duquel le jugement est exécuté.

2. Le défendeur peut faire valoir des exceptions contre l'exécution du jugement, si cela est admissible d'après la législation du pays dont le tribunal a rendu le jugement.

Article 32

La reconnaissance et l'exequatur d'un jugement peuvent être refusés:

a) si le défendeur n'a pas comparu au procès du fait que lui ou son mandataire n'ont pas été dûment cités en justice ou si la citation a été faite seulement par publication;

b) si le jugement est en contradiction avec un jugement antérieur entré en force légale, entre les mêmes parties, sur le même objet et sur le même fond, rendu par un tribunal de la Partie contractante, sur le territoire de laquelle doit être reconnu ou exécuté le jugement;

c) si la reconnaissance ou l'exécution de la décision est contraire à l'ordre public de l'Etat où la reconnaissance ou l'exécution doit avoir lieu.

d) Dans le cas où le tribunal sur le territoire duquel le jugement doit être exécuté est l'organe exclusivement compétent pour juger l'affaire dont il s'agit.

Article 33

Frais afférents à l'exécution des jugements

En ce qui concerne les frais afférents à l'exécution des jugements, on applique la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle le jugement doit être exécuté.

CHAPITRE IV EXTRADITION

Article 34

Obligation d'extrader

1. Les Parties contractantes conviennent de se livrer, conformément aux dispositions de la présente Convention, les personnes résidant sur leur territoire qui sont réclamées aux fins de poursuite pénale ou d'exécution d'une peine prononcée par le tribunal de la Partie requérante.

2. L'extradition n'aura lieu que pour des infractions qui en vertu de la législation des deux Parties contractantes sont punies d'une peine privative de liberté d'au moins un an ou d'une peine plus grave ou qui ont donné lieu à la condamnation par un tribunal de la Partie requérante à la privation de liberté d'une durée d'au moins six mois (infractions appelées ci-après «infractions donnant lieu à extradition»).

Article 35

Refus d'extrader

1. L'extradition n'aura pas lieu:

a) Si l'infraction a été commise par une personne qui au moment de la commission de l'infraction était un ressortissant de la Partie requise;

b) Si l'infraction a été commise sur le territoire de la Partie requise;

c) Si l'infraction a cause de laquelle l'extradition est demandée a été commise hors du territoire de la Partie requérante et lorsque la législation de la Partie requise ne prévoit pas de poursuite dans le cas d'une semblable infraction commise hors de son territoire ou n'autorise pas l'extradition pour l'infraction faisant l'objet de la demande;

d) Si l'infraction est de caractère politique;

e) Si en vertu de la législation de l'une des Parties contractantes la poursuite pénale ou l'exécution d'une peine ne peuvent avoir lieu pour cause de prescription ou pour d'autres causes les excluant;

f) Si l'individu réclamé a été définitivement jugé par les autorités compétentes de la Partie requise pour le ou les faits en raison desquels l'extradition est demandée ou si les autorités compétentes de la Partie requise ont décidé de ne pas engager des poursuites ou de mettre fin aux poursuites qu'elles ont exercées pour le ou les mêmes faits;

g) Si en vertu de la législation des Parties contractantes la poursuite pénale est subordonnée au dépôt d'une plainte par la victime de l'infraction.

2. L'extradition n'aura pas lieu non plus pour une infraction de caractère militaire consistant uniquement en violation d'obligations purement militaires n'ayant aucun rapport avec un autre crime de droit commun.

Article 36

Procédure d'extradition

La demande d'extradition sera présentée par la voie diplomatique.

Article 37

Demande d'extradition

1. La demande d'extradition indiquera le nom de la personne réclamée, sa nationalité, son domicile ou sa résidence, la nature de l'infraction et le dommage qu'elle a causé.

2. La demande d'extradition sera accompagnée:

a) Si l'extradition est demandée aux fins d'une poursuite pénale, d'une expédition du mandat d'arrêt avec une description des circonstances matérielles dans lesquelles l'infraction a été commise et de sa qualification juridique et, si l'extradition est demandée pour l'exécution d'une condamnation, d'une expédition du jugement devenu définitif;

b) du texte des dispositions pénales de la Partie requérante donnant qualification de l'infraction en question;

c) d'un signalement de l'individu réclamé et, si possible, de ses empreintes digitales et de sa photographie.

3. S'il s'agit d'un condamné ayant purgé une partie de sa peine il sera nécessaire de fournir des renseignements à ce sujet.

Article 38

Arrestation aux fins d'extradition

Si la demande d'extradition satisfait aux conditions prévues par la présente Convention la Partie requise procédera immédiatement à l'arrestation de l'individu réclamé, conformément à sa législation.

Article 39

Renseignements complémentaires

1. Si la demande d'extradition ne contient pas tous les renseignements nécessaires la Partie requise pourra réclamer des renseignements complémentaires et fixer pour leur présentation un délai non supérieur à deux mois. Ce délai pourra être prolongé pour des raisons valables.

2. Si dans le délai prévu ou prolongé les renseignements demandés ne sont pas reçus, l'autorité compétente de la Partie requise pourra mettre fin à la procédure d'extradition et relâcher la personne arrêtée.

Article 40

Arrestation temporaire

1. Dans des cas urgents la Partie requise pourra procéder à l'arrestation de l'individu réclamé avant la réception de la demande d'extradition conformément à l'article 37 de la présente Convention. La Partie requérante informera la Partie requise que l'individu en question fait l'objet d'un mandat d'arrêt ou d'une condamnation devenue définitive et que la demande pour son extradition lui sera adressée incessamment. En pareil cas l'arrestation peut être demandée par téléphone, télégraphe et par tout autre moyen laissant trace écrite.

2. Les autorités compétentes des deux Parties contractantes pourront sans une telle demande procéder à l'arrestation temporaire d'un individu résidant sur leur territoire si elles ont connaissance du fait qu'il a commis sur le territoire de l'autre Partie une infraction donnant lieu à extradition.

L'arrestation en vertu des paragraphes 1 et 2 du présent article sera notifiée immédiatement à l'autre Partie contractante.

Article 41

Fin de l'arrestation temporaire

Tout individu mis en état d'arrestation conformément à l'article 40 de la présente Convention sera mis en liberté si la demande d'extradition de l'autre Partie n'est pas reçue dans les trente jours qui suivront l'avis de l'arrestation. Cette mise en liberté sera notifiée à l'autre Partie.

Article 42

Extradition différée

Si l'individu réclamé fait l'objet d'une poursuite pénale ou purge une peine pour une autre infraction commise sur le territoire de la Partie requise, l'extradition peut être différée jusqu'à ce que l'action soit close ou que la peine ait été purgée.

Article 43

Extradition temporaire

1. Si l'ajournement de l'extradition prévu à l'article 42 de la présente Convention risque d'entraîner prescription ou de compromettre sérieusement l'instruction, l'individu réclamé pourra être extradé temporairement sur demande motivée.

2. L'individu extradé temporairement sera renvoyé dès la clôture de la procédure pénale qui a motivé son extradition.

Article 44

Demandes d'extradition concurrente

Si l'extradition d'un individu est demandée par plusieurs Etats il appartient à la Partie requise de choisir la demande à satisfaire.

Article 45

Limite des poursuites

1. L'extradé ne pourra, sans le consentement de la Partie requise, faire l'objet de poursuites pénales ou d'exécution d'une peine pour une infraction autre que celle qui a donné lieu à l'extradition.

2. Sans le consentement de la Partie requise l'extradé ne pourra non plus être livré à un Etat tiers.

3. Ce consentement ne sera pas exigé :

a) si l'extradé n'a pas quitté le territoire de la Partie requérante un mois après la clôture de la poursuite pénale ou l'exécution de la peine. Ce délai ne comprend pas la période pendant laquelle l'extradé n'a pas pu, sans qu'il y ait faute de sa part, quitter le territoire de la Partie requérante.

b) si l'extradé a quitté le territoire de la Partie requérante mais y est retourné.

Article 46

Remise de l'extradé

1. La Partie requise informera la Partie requérante du lieu et de la date de la remise.

2. Si l'individu réclamé n'est pas reçu par la Partie requérante quinze jours après la date fixée pour la remise, il pourra être mis en liberté.

Article 47

Réextradition

Si l'extradé se soustrait de quelque manière à la poursuite pénale ou à l'exécution de la peine et retourne sur le territoire de la Partie requise, il sera réextradé sur nouvelle demande de la Partie requérante sans qu'elle soit tenue de fournir les renseignements et les pièces visés à l'article 37 de la présente Convention.

Article 48

Notification de l'issue des poursuites pénales

Les Parties contractantes s'informeront des résultats de la poursuite pénale dont a fait l'objet l'individu extradé. En cas de jugement définitif, elles sont tenues de se communiquer l'expédition de ce jugement.

Article 49

Transit

1. Chacune des Parties contractantes autorisera sur demande de l'autre Partie le transit à travers son territoire des individus extradés par un Etat tiers vers cette autre Partie contractante. Les Parties contractantes ne seront pas tenues à autoriser le transit si en vertu de la présente Convention il n'y a pas d'obligation d'extrader.

2. La demande d'autorisation de transit sera transmise suivant la même procédure que la demande d'extradition.

3. Les autorités de la Partie requise effectueront le transit de la manière qu'elles jugeront la meilleure.

Article 50

Frais d'extradition

Les frais d'extradition seront à la charge de la Partie contractante sur le territoire de laquelle ils ont été encourus; les frais de transit seront à la charge de la Partie requérante.

Article 51

Obligation de poursuivre

1. Chaque Partie contractante procédera sur demande de l'autre Partie contractante et conformément à sa législation nationale, à la poursuite pénale de ses ressortissants qui ont commis sur le territoire de la Partie requérante une infraction donnant lieu à extradition.

2. La demande sera accompagnée des documents relatifs à l'infraction et de toute pièce à conviction existante.

3. La demande relative à l'ouverture d'une procédure pénale sera adressée par le Procureur général de la République Hellénique et par le Procureur général de la République Populaire de Bulgarie.

4. La Partie requise informera la Partie requérante des résultats des poursuites et, en cas de jugement définitif, lui en adressera expédition.

Article 52

Remise temporaire de détenus

Lorsqu'en liaison avec des poursuites pénales entamées sur le territoire de l'une des Parties contractantes il y aura lieu d'interroger personnellement comme témoin un individu détenu sur le territoire de l'autre Partie contractante celle-ci l'extradera temporairement à la demande de la Partie requérante. La Partie requérante maintiendra cet individu en état d'arrestation et dès la fin de l'interrogatoire elle le renverra à la Partie requise.

Article 53

Remise d'objets ayant trait à l'infraction

1. Les objets se trouvant sur l'individu qui a commis l'infraction donnant lieu à extradition ainsi que les autres objets pouvant servir de pièces à conviction dans une procédure pénale seront remis à la Partie requérante même dans les cas où l'extradition ne peut avoir lieu parce que l'individu réclamé est décédé ou pour d'autres raisons.

2. La Partie requise peut différer la remise des objets réclamés si elle en a besoin aux fins d'une autre procédure pénale.

3. Les droits des tiers sur les objets remis à l'autre Partie contractante seront réservés. Après la clôture de la procédure ces objets seront retournés à la Partie qui les a envoyés pour être remis aux ayants droit.

4. La remise d'objets en vertu du paragraphe 1er se fera conformément à l'article 16 de la présente Convention

Article 54

Notification des jugements de condamnation

1. Les Parties contractantes s'informeront mutuellement des condamnations définitives prononcées par les tribunaux de l'une des Parties contractantes contre des ressortissants de l'autre Partie.

2. Sur demande motivée les Parties contractantes s'informeront mutuellement des jugements de condamnation prononcés contre des individus qui ne sont pas ressortissants de la Partie requérante.

3. Sur demande, les Parties contractantes se remettront si possible les empreintes digitales des personnes visées aux paragraphes 1er et 2 du présent article.

4. Les renseignements relatifs aux questions visées aux paragraphes précédents seront transmis suivant la procédure établie à l'article 9 de la présente Convention.

CHAPITRE V'

DISPOSITIONS FINALES

Article 55

La Convention d'extradition entre la République Hellénique et le Royaume de Bulgarie signée à Sofia le 21 février 1929, ainsi que son Protocole additionnel, sont sans valeur juridique.

Article 56

La présente Convention est conclue pour une durée de 5 ans. Elle sera prorogée par tacite reconduction de cinq ans en cinq ans à moins que l'une des Parties contractantes ne la dénonce six mois avant l'expiration de la période quinquennale en cours.

Article 57

La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Sofia.

Fait à Athènes le 10 avril mille neuf cent soixante seize en deux exemplaires originaux en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Conseil d'Etat
de la République Populaire
de Bulgarie

PETER MLADENOV

Pour le Président
de la République
Hellénique

DIMITRIOS BITSIOS

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Δικαστικής άρωγής επί άστικων και ποινικων υποθέσεων μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Λαϊκής Δημοκρατίας της Βουλγαρίας.

Ο Πρόεδρος της Ελληνικής Δημοκρατίας και το Συμβούλιον του Κράτους της Λαϊκής Δημοκρατίας της Βουλγαρίας αποδίδοντες μεγάλην σημασίαν εις την συνεργασίαν μεταξύ των δύο χωρών εις τον τομέα των δικαστικων σχέσεων,

άπεφάσισαν

να συνάψουν μίαν Σύμβασιν άμοιβαίας δικαστικής άρωγής επί άστικων και ποινικων υποθέσεων και, προς τον σκοπόν αυτόν, διώρισαν ως πληρεξουσίου των :

Ο Πρόεδρος της Ελληνικής Δημοκρατίας, τον Κύριον Δημήτριον Μπίτσιον, Υπουργόν των Έξωτερικων,

Το Συμβούλιον του Κράτους της Λαϊκής Δημοκρατίας της Βουλγαρίας, τον Κύριον Πέτερ Μλαντένωφ, Υπουργόν των Έξωτερικων, οι όποιοι, ανταλλάζαντες τά πληρεξούσια έγγραφα των εύρεθέντα έν πλήρει τάξει, συνεφώνησαν επί των ακόλουθων :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι'.

Γενικαί Διατάξεις.

Άρθρον 1.

Νομική προστασία.

1. Οί ύπήκοοι έκάστου των συμβαλλομένων Μερών άπολαύουν επί του έδάφους του έτέρου Μέρους, προκειμένου περί των προσωπικων και περιουσιακων δικαιωμάτων, της αὐτῆς νομικής προστασίας ἥς, άπολαύουν και οί ύπήκοοι του συμβαλλομένου τούτου Μέρους.

2. Οί ύπήκοοι έκάστου των συμβαλλομένων Μερών διακιοῦνται όπως έλευθέρως και άκωλύτως άπευθύνονται εις τά δικαστήρια, την εισαγγελίαν, τους Συμβολαιογράφους (καλούμενα έφ' έξῆς «δικαστικάι άρχαί») και άλλα όργανα του έτέρου συμβαλλομένου Μέρους εις την άρμοδιότητα των όποιων έμπίπτουν αί άποτελούσαι άντικείμενον της παρούσης συμβάσεως υποθέσεις, δύνανται να έμφανίζονται ένώπιον αὐτών, να υποβάλλουν αίτήσεις και έγείρουν άγωγάς υπό τους αὐτούς ως οί ύπήκοοι του Μέρους τούτου όρους.

3. Αί διατάξεις του Κεφαλαίου Ι' της παρούσης συμβάσεως ισχύουν MUTATIS MUTANDIS και προκειμένου περί νομικων προσώπων των συμβαλλομένων Μερών.

Άρθρον 2.

Δικαστική άρωγή.

1. Αί δικαστικάι άρχαί άμφοτέρων των συμβαλλομένων Μερών, παρέχουν άμοιβαίως δικαστικήν άρωγήν επί άστικων υποθέσεων, περιλαμβανομένων των οικογενειακων και έμπορικων και επί ποινικων υποθέσεων.

2. Αί δικαστικάι άρχαί παρέχουν δικαστικήν άρωγήν και εις τά έτερα όργανα, εις την άρμοδιότητα των όποιων έμπίπτουν αί αναφερόμεναι εις την παράγραφον 1 του παρόντος άρθρου υποθέσεις.

Άρθρον 3.

Τρόποι επικοινωνίας.

Αί δικαστικάι άρχαί των συμβαλλομένων Μερών επικοινωνοῦν μεταξύ των προς τον σκοπόν της δικαστικής άρωγῆς μέσω των κεντρικων των όργάνων, ἤτοι διά την Ελληνικήν Δημοκρατίαν το Υπουργείον Δικαιοσύνης και διά την Λαϊκήν Δημοκρατίαν της Βουλγαρίας το Υπουργείον Δικαιοσύνης ἢ τον Γενικόν Εισαγγελέα.

"Αρθρον 4.

"Εκτασις τῆς δικαστικῆς ἀρωγῆς.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη παρέχουν ἀμοιβαίως δικαστικὴν ἀρωγὴν διὰ τῆς ἐνεργείας ὀρισμένων διαδικαστικῶν πράξεων, εἰδικώτερον δέ: μεταβιβάσεως καὶ ἐπιδόσεως ἐγγράφων, διενεργείας ἐρευνῶν, κατασχέσεως καὶ παραδόσεως τεκμηρίων, διενεργείας πραγματογνωμοσύνης, ἐξετάσεως κατηγορουμένων, μαρτύρων, ἐμπειρογνομόνων, ἐξετάσεως διαδίκων καὶ ἐτέρων προσώπων, ὡς ἐπίσης καὶ δικαστικῆς αὐτοψίας.

"Αρθρον 5.

Περιεχόμενον τῆς περὶ δικαστικῆς ἀρωγῆς αἰτήσεως.

1. Ἡ αἴτησις δικαστικῆς ἀρωγῆς δέον ὅπως περιλαμβάνη:

α) τὴν ἐπωνυμίαν τοῦ ὀργάνου ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις,

β) τὴν ἐπωνυμίαν τοῦ ὀργάνου πρὸς τὸ ὁποῖον ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις,

γ) τὸν προσδιορισμὸν τῆς ὑποθέσεως ἐπὶ τῆς ὁποίας αἰτεῖται ἡ δικαστικὴ ἀρωγὴ,

δ) τὰ ὀνόματα, τὰς διευθύνσεις καὶ τὴν ὑπηκοότητα τῶν διαδίκων, κατηγορουμένων, ὑποδίκων καὶ καταδίκων,

ε) τὰ ὀνόματα καὶ τὰς διευθύνσεις τῶν ἐκπροσώπων τῶν διαδίκων.

στ) τὸ ἀντικείμενον τῆς περὶ δικαστικῆς ἀρωγῆς αἰτήσεως καὶ τὰ ἀπαραίτητα διὰ τὴν ἐκτέλεσιν αὐτῆς στοιχεῖα,

ζ) ἐπὶ ποινικῶν ὑποθέσεων, περιγραφὴν τοῦ ἀδικήματος καὶ χαρακτηρισμὸν τούτου.

2. Αἱ αἰτήσεις περὶ δικαστικῆς ἀρωγῆς δέον νὰ φέρουν ὑπογραφὴν καὶ σφραγίδα.

"Αρθρον 6.

Διαδικασία ἐκτελέσεως τῆς περὶ δικαστικῆς ἀρωγῆς αἰτήσεως.

1. Κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν περὶ δικαστικῆς ἀρωγῆς αἰτήσεων, τὸ πρὸς δ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις ὄργανον ἐφαρμόζει τὴν νομοθεσίαν τοῦ κράτους του.

2. Ἐὰν τὸ πρὸς δ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις ὄργανον τυγχάνῃ ἀναρμόδιον, τοῦτο διαβιβάζει τὴν αἴτησιν πρὸς τὸ ἀρμόδιον ὄργανον.

3. Ἐὰν ἡ ἀκριβὴς διεύθυνσις τοῦ ἀναφερομένου ἐν τῇ αἰτήσῃ προσώπου εἶναι ἄγνωστος, τὸ πρὸς δ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις ὄργανον λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ἐξακρίβωσιν τῆς διευθύνσεως. Ἐν ἀδυναμίᾳ ἐκτελέσεως τῆς αἰτήσεως, τὰ ἐγγράφα ἐπιστρέφονται εἰς τὸ ὄργανον - ἀποστολέα.

4. Μετὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς αἰτήσεως, τὸ πρὸς δ αὐτῇ ἀπευθύνεται ὄργανον, ἐπιστρέφει τὰ ἐγγράφα εἰς τὸ ὄργανον, ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις, ἐφ' ὅσον δὲ ἡ αἴτησις δὲν κατέστη δυνατόν νὰ ἐκτελεσθῇ, πληροφορεῖ τοῦτο περὶ τῶν λόγων τῆς μὴ ἐκτελέσεως.

"Αρθρον 7.

Ἀσυλία μαρτύρων καὶ ἐμπειρογνομόνων.

1. Μάρτυς ἢ ἐμπειρογνώμων ὅστις ἤθελε κατόπιν προσκλησεως, ἐπιδιοθείσης αὐτῷ ὑπὸ τῆς δικαστικῆς ἀρχῆς τοῦ Μέρους πρὸς δ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις, ἐμφανισθῇ ἐνώπιον τοῦ ὀργάνου τοῦ Μέρους ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις, δὲν ὑπόκειται, ἀνεξαρτήτως τῆς ὑπηκοότητος τούτου, εἰς ποινικὴν δίωξιν ἢ εἰς ἐκτέλεσιν ἐπιβληθείσης ποινῆς δι' ἀδίκημα διαπραχθὲν πρὸ τῆς διελεύσεως τῶν συνόρων του.

2. Ἡ ἀσυλία τοῦ μάρτυρος ἢ τοῦ ἐμπειρογνομόνου ἢ προβλεπομένη εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον αἱρεται εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν οὗτος, ἔχων τὴν δυνατότητα νὰ ἐγκαταλείψῃ τὸ ἔδαφος τοῦ Μέρους ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις κατὰ τὴν διάρκειαν δέκα συναπτῶν ἡμερῶν ἀφ' ἧς αἱ δικαστικαὶ ἀρχαὶ ἐγνωστοποίησαν πρὸς αὐτὸν ὅτι ἡ παρουσία του δὲν ἔστω ἀναγκαῖα, ἤθελεν ἐν τούτοις παραμείνει ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τούτου ἢ ἤθελεν ἐπιστρέφει

μετὰ τὴν ἀναχώρησίν του. Εἰς τὴν προθεσμίαν ταύτην δὲν περιλαμβάνεται ὁ χρόνος καθ' ὃν ὁ μάρτυς ἢ ὁ ἐμπειρογνώμων, δι' ἀνεξαρτήτους τῆς θελήσεώς του λόγους, δὲν ἠδυνήθη νὰ ἐγκαταλείψῃ τὸ ἔδαφος τῆς χώρας.

"Αρθρον 8.

"Εγγράφα.

1. Τὰ καταρτισθέντα ἐγγράφα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἐνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἢ τὰ ἐπικυρωθέντα ὑπὸ τῶν ὀργάνων τούτων ἐν τῷ πλασίῳ τῆς ἀρμοδιότητός των, συμφώνως, πρὸς τοὺς ἰσχύοντας τύπους καὶ φέροντα σφραγίδα, θὰ γίνωνται δεκτὰ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐτέρου συμβαλλομένου Μέρους ἀνεῦ ἐπικυρώσεως.

2. Θὰ ἀπαλλάσσονται ὡσάντως ἐπικυρώσεως τὰ ἰδιωτικὰ ἐγγράφα, ἅτινα εἶναι κεκυρωμένα ὑπὸ δικαστηρίου ἢ ἐτέρου ἀρμοδίου ὀργάνου τοῦ ἐνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν πρὸς χρῆσιν των ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων ἢ ἐτέρων ὀργάνων τοῦ ἐτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

"Αρθρον 9.

"Επίδοσις ἐγγράφων.

1. Τὸ πρὸς ἣν ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις ὄργανον ἐνεργεῖ τὴν ἐπίδοσιν συμφώνως πρὸς τὰ ἰσχύοντα προκειμένου περὶ ἐπιδόσεως ἐγγράφων ἐν τῷ κράτει τούτῳ ἐφ' ὅσον τὰ πρὸς ἐπίδοσιν ἐγγράφα εἶναι συντεταγμένα εἰς τὴν γλῶσσαν τούτου ἢ ἔχει συναφθῇ αὐτοῖς θεωρημένη μετάφρασις. Ἐὰν τὰ ἐγγράφα δὲν ἀνταποκρίνονται εἰς τοὺς δρους τούτους, ταῦτα εἶναι δυνατόν νὰ ἐπιδιοθῶν εἰς τὸν παραλήπτην, μόνον ἐφ' ὅσον οὗτος ἤθελεν ἀποδεχθῇ τὴν παραλαβὴν των.

2. Εἰς τὴν περὶ ἐπιδόσεως αἴτησιν δέον ν' ἀναφέρεται ἡ ἀκριβὴς διεύθυνσις τοῦ παραλήπτου καὶ τὰ στοιχεῖα τοῦ πρὸς ἐπίδοσιν ἐγγράφου.

3. Ἐφ' ὅσον ἡ ἐπίδοσις τῶν ἐγγράφων δὲν καθίσταται δυνατόν νὰ ἐκτελεσθῇ εἰς τὴν ἀναφερομένην διεύθυνσιν, τὸ πρὸς δ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις ὄργανον λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ἐξακρίβωσιν τῆς ἀληθοῦς διευθύνσεως· μὴ οὖσης δὲ δυνατός τῆς ἐξακριβώσεως τῆς διευθύνσεως, τὰ ἐγγράφα ἐπαναφέρονται εἰς τὸ ὄργανον - ἀποστολέα.

"Αρθρον 10.

Βεβαίωσις περὶ ἐπιδόσεως ἐγγράφων.

Τὸ πρὸς δ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις ὄργανον ὀφείλει νὰ βεβαιώσῃ τὴν ἐπίδοσιν, συμφώνως πρὸς τοὺς κανόνας ἐπιδόσεως τῶν ἐγγράφων, τοὺς ἰσχύοντας ἐν τῷ κράτει πρὸς δ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις. Εἰς τὴν βεβαίωσιν δέον νὰ ἀναφέρονται ὁ τόπος, ἡ ἡμερομηνία ἐπιδόσεως καὶ τὰ στοιχεῖα τοῦ παραλήπτου.

"Αρθρον 11.

"Επίδοσις ἐγγράφων εἰς ἰδίους ὑπηκόους.

1. Τὰ συμβαλλόμενα μέρη δικαιούνται νὰ ἐπιδίδουν ἐγγράφα πρὸς τοὺς ὑπηκόους τῆς ἰδίας αὐτῶν χώρας καὶ μέσῳ τῶν διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν ἀντιπροσωπειῶν των.

2. Κατὰ τὴν ἐπίδοσιν ταύτην δὲν εἶναι δυνατὴ ἡ ἐφαρμογὴ ἀναγκαστικῶν μέτρων.

"Αρθρον 12.

Δαπάναι σχετικαὶ πρὸς τὴν δικαστικὴν ἀρωγὴν.

1. Τὸ πρὸς δ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις συμβαλλόμενον μέρος δὲν ἀξιοῖ τὴν καταβολὴν τῶν ἐξόδων παροχῆς τῆς δικαστικῆς ἀρωγῆς. Τὰ συμβαλλόμενα μέρη ἀναλαμβάνουν ἅπαντα τὰ ἐξόδα, τὰ προκύπτοντα κατὰ τὴν παροχὴν τῆς δικαστικῆς ἀρωγῆς εἰς τὸ ἔδαφός των.

2. Τὸ πρὸς δ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις ὄργανον πληροφορεῖ τὸ ὄργανον ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις, περὶ τοῦ ὕψους τῶν δαπανῶν. Ἐὰν τὸ ὄργανον ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτη-

σις, εισπράξη ταύτας, τὸ εισπραχθὲν ποσὸν παραμένει παρὰ τῷ συμβαλλομένῳ Μέρει, οὗτινος τὸ ὄργανον εἰσπραξε τὸ ποσόν.

Ἄρθρον 13.

Ἐνημέρωσις ἐπὶ νομικῶν θεμάτων.

Τὰ κεντρικὰ ὄργανα τῶν δικαστικῶν ἀρχῶν ἀμοτέρων τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἐνημερώνουν ἀλλήλα ἐπὶ τῆς ἐν ἰσχύι νομοθεσίας των.

Ἄρθρον 14.

Ἀρνησις δικαστικῆς ἀρωγῆς.

Ἡ δικαστικὴ ἀρωγὴ δύναται νὰ μὴν γίνῃ ἀποδεκτὴ :

1. Ἐὰν ἡ αἵτησις ἀφορᾷ εἰς ἀδικήματα τὰ ὑποία θεωροῦνται ὑπὸ τοῦ Μέρους πρὸς ὃ ἡ αἵτησις ὡς πολιτικὰ ἀδικήματα.

2. Ἐὰν τὸ πρὸς ὃ ἡ αἵτησις μέρος θεωρῇ ὅτι ἡ ἐκτέλεσις αὐτῆς θίγει τὴν κυριαρχίαν, τὴν ἀσφάλειαν ἢ τὴν δημοσίαν τάξιν του.

Ἄρθρον 15.

Ληξιαρχικαὶ πράξεις.

1. Ἐκαστον τῶν συμβαλλομένων Μερῶν θ' ἀπευθύνῃ πρὸς τὸ ἕτερον ἀποσπάσματα τῶν ληξιαρχικῶν βιβλίων διὰ τὰς γεννήσεις, γάμους καὶ θανάτους τῶν ὑπηκόων τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους, ὡς καὶ τὰς σχετικὰς τροποποιήσεις καὶ συμπληρώσεις.

2. Αἱ ληξιαρχικαὶ πράξεις θανάτου θὰ ἀποστέλλωνται αὐτοδικαίως, αἱ ἕτεραι δὲ κατόπιν αἰτήσεως. Ἄπασαι αἱ ὡς ἂν ληξιαρχικαὶ πράξεις θὰ διαβιβάζωνται δωρεὰν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 16.

Παράδοσις ἀντικειμένων καὶ μεταφορὰ χρηματικῶν ποσῶν.

Ἡ παράδοσις ἀντικειμένων καὶ ἡ μεταφορὰ χρηματικῶν ποσῶν θὰ ἐκτελοῦνται συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ Μέρους πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἵτησις.

Ἄρθρον 17.

Γλῶσσα.

Κατὰ τὰς ἀμοιβαίας ἐπικοινωνίας των, αἱ δικαστικαὶ ἀρχαὶ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ποιοῦνται χρῆσιν τῆς γλώσσης τοῦ κράτους των, μεταφραζομένων συνάμα τῶν πράξεων καὶ ἐγγράφων τὰ ὅποια ἀνταλλάσσονται εἰς τὴν γλῶσσαν τοῦ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἵτησις μέρους εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II

Δικαστικαὶ δαπάναι καὶ διαδικαστικαὶ διευκολύνσεις.

Ἄρθρον 18.

Παρὰ ὑπηκόου ἐνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν νομικῶν προσώπων, ὅστις προσφύγει εἰς δικαστήριον τοῦ ἑτέρου Μέρους, διαμένει δὲ εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἐνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου ἐκ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, δὲν εἶναι δυνατόν νὰ ἀπαιτηθῇ ἐγγύησις διὰ δικαστικὰς δαπάνας, ἐκ τοῦ γεγονότος καὶ μόνον ὅτι οὗτος τυγχάνει ἀλλοδαπὸς ἢ δὲν ἔχει μόνιμον κατοικίαν, διαμονὴν ἢ ἔδραν εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου τούτου Μέρους.

Ἄρθρον 19.

Διαδικαστικαὶ διευκολύνσεις.

Οἱ ὑπῆκοι ἐνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἀπαλλάσσονται τῆς καταβολῆς τελῶν χαρτοσήμου καὶ δικαστικῶν δαπανῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Μέρους καὶ ἀπολαύουν ἄλλων διευκολύνσεων ὡς καὶ ἀτελοῦς δικαστικῆς ἀρωγῆς ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους καὶ τὴν αὐτὴν ἔκτασιν ὡς καὶ οἱ ὑπῆκοι τοῦ ἑτέρου Μέρους.

Ἄρθρον 20.

1. Τὰ περὶ προσωπικῆς, οἰκογενειακῆς καὶ περιουσιακῆς καταστάσεως ἐγγράφα τοῦ αἰτούντος, ὁ ὁποῖος ἐπι-

θυμεῖ νὰ κάμῃ χρῆσιν τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 19 διευκολύνσεων, ἐκδίδονται παρὰ τῶν ἀρμοδίων ὀργάνων τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου κατοικεῖ οὗτος.

2. Ἐὰν ὁ ἐπιθυμῶν νὰ κάμῃ χρῆσιν τῶν ἀνωτέρω διευκολύνσεων, δὲν κατοικῇ ἢ διαμένῃ εἰς τὸ ἔδαφος οὐδενὸς τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν, τὸ ἐγγράφον δύναται νὰ ἐκδοθῇ ὑπὸ τῆς διπλωματικῆς ἢ προξενικῆς ἀντιπροσωπείας τοῦ κράτους του.

3. Τὸ ἀποφασίζον περὶ τῶν διευκολύνσεων δικαστικῶν ὀργάνων συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 19, δύναται νὰ ζητήσῃ συμπληρωματικὰ στοιχεῖα παρὰ τοῦ ἐκδύσαντος τὰ ἐγγράφα ὀργάνου.

Ἄρθρον 21.

Ἐὰν ὑπῆκοος ἐνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν προτίθεται ὅπως ζητήσῃ, ἵνα τύχῃ τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 19 διευκολύνσεων ἐνώπιον τῶν ἀρμοδίων ὀργάνων τοῦ ἑτέρου Μέρους, οὗτος δύναται νὰ γνωρίσῃ τοῦτο εἰς τὰ ἀρμόδια τοῦ τόπου κατοικίας ἢ διαμονῆς του ὄργανα. Τὰ ὄργανα ταῦτα μεταβιβάζουν τὴν αἴτησιν καὶ τὸ πρωτόκολλον μετὰ τῶν ἐκδιδόντων συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 20 ἐγγράφων εἰς τὰ ἀρμόδια ὄργανα τοῦ ἑτέρου Μέρους.

Ἄρθρον 22.

Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ὑπῆκοος ἐνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ὀφείλει νὰ καταβάλῃ τέλη καὶ δικαστικὰς δαπάνας εἰς τὸ ὄργανον τοῦ ἑτέρου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου οὗτος κατοικεῖ ἢ διαμένει, παρέχεται αὐτῷ ἐπαρκὴς προθεσμία πρὸς ἐξόφλησιν τούτων.

Ἄρθρον 23.

Ἐκτέλεσις ἀποφάσεων περὶ δικαστικῶν δαπανῶν.

1. Ἐὰν διάδικος ἀπηλλαγμένος, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 18 τῆς παρουσίας συμβάσεως, τῆς καταβολῆς ἐγγυήσεως διὰ δικαστικὰ ἐξόδα ὑποχρεωθῇ, δύναται τελεσιδικεῖν ἀποφάσεως, ἐκδοθείσης εἰς τὸ ἔδαφος ἐνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, εἰς καταβολὴν δικαστικῶν ἐξόδων ὑπὲρ τοῦ ἀντιδίκου, τὸ ἀρμόδιον δικαστήριον τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους κηρύσσει τῇ αἰτήσει του ἀτελῶς τὴν ἀπόφασιν ἐκτελεστέην ὡς πρὸς τὰς περὶ δικαστικῶν ἐξόδων διατάξεις αὐτῆς.

2. Εἰς τὰς δικαστικὰς δαπάνας προστίθενται ἐπίσης καὶ αἱ δαπάναι μεταφράσεως καὶ ἐπικυρώσεως τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 24 ἐγγράφων.

Ἄρθρον 24.

1. Εἰς τὴν αἴτησιν περὶ ἐκτελέσεως τῆς περὶ δικαστικῶν ἐξόδων διατάξεως ἀποφάσεως ἐπισυνάπτεται θεωρημένον ἀντίγραφον τῆς ἀποφάσεως περὶ δικαστικῶν ἐξόδων ὡς καὶ πᾶν ἐγγράφον ἐπίσημον ἐξ οὗ προκύπτει τὸ τελεσίδικον καὶ ἡ ἐκτελεστικότητα τῆς ἀποφάσεως.

2. Τὰ περὶ ὧν πρόκειται ἐγγράφα δέον νὰ συνοδεύωνται ὑπὸ μεταφράσεως εἰς τὴν γλῶσσαν τοῦ συμβαλλομένου Μέρους, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ἐνεργεῖται ἡ εἰσπραξις τῶν ἐν λόγῳ ἐξόδων.

3. Τὸ δικαστήριον, τὸ ὁποῖον ἐπιτρέπει τὴν ἐκτέλεσιν τῆς περὶ εἰσπράξεως δικαστικῆς δαπάνης ἀποφάσεως, ἐξετάζει μόνον ἂν :

α) Ἡ ἀπόφασις τυγχάνῃ τελεσίδικος καὶ ἐκτελεστή.
β) Τὰ εἰς τὴν παρ. 1 τοῦ παρόντος ἁρθροῦ ἀναφερόμενα ἐγγράφα ἐτυχῶν θεωρημένης μεταφράσεως.

Ἄρθρον 25.

Ἐὰν ἡ περὶ δικαστικῶν ἐξόδων ἀπόφασις πρόκειται νὰ ἐκτελεσθῇ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους, ἡ περὶ ἐκτελέσεως αἴτησις ὑποβάλλεται ἐνώπιον τοῦ δικαστηρίου τοῦ συμβαλλομένου Μέρους, τοῦ ἀρμοδίου διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ἀποφάσεως, ἢ τοῦ δικαστηρίου, τοῦ ἐκδύσαντος τὴν περὶ δικαστικῶν ἐξόδων ἀπόφασιν, τὸ δικαστήριον τοῦτο διαβιβάζει τὴν αἴτησιν πρὸς τὸ ἀρμόδιον

δικαστήριοι του ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους μετὰ τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 24 τῆς παρούσης συμβάσεως ἐγγράφων.

Ἄρθρον 26.

1. Τὸ δικαστήριο ἐπιτρέπει ἐκτέλεσιν τῆς ἀποφάσεως περὶ δικαστικῶν ἐξόδων ἄνευ ἀκροάσεως τῶν διαδίκων.

2. Δὲν εἶναι δυνατὴ ἡ ἄρνησις τῆς ἐκτελέσεως τῆς περὶ δικαστικῶν ἐξόδων ἀποφάσεως μετὰ τὴν μόνην δικαιολογίαν ὅτι τὰ ὑποβαλλόμενα αἰτήσιν πρόσωπα δὲν προκατέβαλον τὰ ἐξόδα τὰ σχετικὰ πρὸς τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ἐν λόγῳ ἀποφάσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III'.

Ἀναγνώρισις καὶ ἐκτελέσεις δικαστικῶν ἀποφάσεων.

Ἄρθρον 27.

Ἐκαστον συμβαλλόμενον μέρος ὑποχρεοῦται νὰ ἀναγνωρίσῃ καὶ νὰ καθιστᾷ ἐκτελεστὰς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του τὰς κάτωθι ἀποφάσεις τὰς ἐκδοθείσας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους :

α) Τὰς ἐχούσας νόμιμον ἰσχὺν καὶ ἐκτελεστὰς δικαστικὰς ἀποφάσεις ἐπὶ ἀστικῶν, οἰκογενειακῶν καὶ ἐμπορικῶν ὑποθέσεων.

β) Τὰς ἐχούσας νόμιμον ἰσχὺν καὶ ἐκτελεστὰς ἀποφάσεις ποινικῶν δικαστηρίων ἐπὶ θεμάτων ἀστικῆς ἀποζημιώσεως.

γ) Τοὺς δικαστικοὺς συμβιβασμούς.

Ἄρθρον 28.

Ἡ αἴτησις πρὸς ἀναγνώρισιν καὶ ἐκτελεστότητα τῆς ἀποφάσεως δύναται νὰ κατατεθῇ ἀπ' εὐθείας ὑπὸ τοῦ ἐνδιαφερομένου διαδίκου ἐνώπιον τοῦ ἀρμοδίου δικαστηρίου τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου δέον νὰ ἐκτελεσθῇ ἡ ἀπόφασις ἢ ἐνώπιον τοῦ δικαστηρίου τοῦ ὁποίου ἀπεφάνθη πρωτοδικῶς ἐπὶ τῆς ὑποθέσεως.

Ἄρθρον 29.

Ἡ αἴτησις πρὸς κήρυξιν τῆς ἀποφάσεως ἐκτελεστῆς δέον νὰ συνοδεύεται :

α) Ὑπὸ τοῦ πλήρους κειμένου τῆς ἀποφάσεως περὶ τῆς ἢ αἰτήσεως. Ἐὰν δὲν προκύπτῃ ἡ νόμιμος ἰσχὺς καὶ ἡ δυνατότης ἐκτελέσεως τῆς ἐν λόγῳ ἀποφάσεως, αὕτη δέον νὰ συνοδεύεται ὑπὸ ἐγγράφου ἀρμοδίως βεβαιούντος ὅτι ἡ τοιαύτη ἀπόφασις τυγχάνει ἐν νομίμῳ ἰσχύϊ.

β) Ὑπὸ ἐγγράφου, βεβαιούντος ὅτι ἐγένετο νόμιμος ἐπίδοσις κατὰ τὸν δέοντα χρόνον εἰς τὸν ἐρρημοδικούντα ἐναγόμενον ἢ εἰς τὸν ἀντιπρόσωπόν του.

γ) Ὑπὸ κεκυρωμένης μεταφράσεως τῆς αἰτήσεως καὶ τῶν ὑπὸ τὰ στοιχεῖα (α) καὶ (β) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐγγράφων.

Ἄρθρον 30.

Πρὸ τῆς ἐκδικάσεως τῆς αἰτήσεως, τὸ δικαστήριο δύναται ἐνδεχομένως νὰ ζητήσῃ διασαφηνίσεις ἀπὸ τοὺς διαδίκους καὶ, κατόπιν ἀκροάσεώς των, νὰ ἀπαιτήσῃ πρόσθετα ἐγγράφα. Τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις δικαστήριοι δύναται ἐπίσης νὰ ζητήσῃ διασαφηνίσεις ἀπὸ τὸ ἐκδόν τὴν ἀπόφασιν δικαστήριοι.

Ἄρθρον 31.

1. Κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ἀποφάσεως, θὰ ἐφαρμόζεται ἡ νομοθεσία τοῦ Κράτους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ἐκτελεῖται ἡ ἀπόφασις.

2. Ὁ ἐναγόμενος δύναται νὰ προβάλλῃ ἐνστάσεις κατὰ τῆς ἐκτελέσεως τῆς ἀποφάσεως, ἐὰν τοῦτο εἶναι παραδεκτὸν ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ Κράτους τὸ δικαστήριο τοῦ ὁποίου ἐξέδωκε τὴν ἀπόφασιν.

Ἄρθρον 32.

Ἡ ἀναγνώρισις καὶ ἡ ἐκτέλεσις ἀποφάσεως δύναται νὰ μὴ γίνουιν δεκταί :

α) Ἐὰν ὁ ἐναγόμενος ἐρρημοδίκησε ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι οὗτος ἢ ὁ ἀντιπρόσωπός του δὲν ἐκλήτευσαν νομί-

μως ἢ ἐὰν ἡ κλήτευσις ἐγένετο μόνον διὰ δημοσιεύσεως.

β) Ἐὰν ἡ ἀπόφασις ἀντιφάσῃ πρὸς προγενεστέραν ἀπόφασιν ἐχούσαν νόμιμον ἰσχύν, ἐκδοθεῖσαν μετὰ τῶν αὐτῶν διαδίκων, ἐπὶ τοῦ ἰδίου ἀντικειμένου καὶ τῆς αὐτῆς οὐσίας, ὑπὸ δικαστηρίου τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου δέον ὅπως ἀναγνωρισθῇ ἡ ἐκτελεσθῇ ἡ ἀπόφασις.

γ) Ἐὰν ἡ ἀναγνώρισις ἢ ἡ ἐκτέλεσις τῆς ἀποφάσεως εἶναι ἀντίθετος πρὸς τὴν δημοσίαν τάξιν τοῦ Κράτους ἐνθα δέον νὰ λάβῃ χώραν ἡ ἀναγνώρισις ἢ ἡ ἐκτέλεσις.

δ) Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν τὸ δικαστήριο ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ἡ ἀπόφασις δέον νὰ ἐκτελεσθῇ εἶναι τὸ ἀποκλειστικῶς ἀρμοδίον ὄργανον πρὸς ἐκδίκασιν τῆς περὶ τῆς πρόκειται ὑποθέσεως.

Ἄρθρον 33.

Ἐξόδα ἀφορῶντα εἰς τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἀποφάσεων.

Καθ' ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰ σχετικὰ μετὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἀποφάσεων ἐξόδα, ἐφαρμόζεται ἡ νομοθεσία τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ἡ ἀπόφασις δέον νὰ ἐκτελεσθῇ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV'.

Ἐκδοσις.

Ἄρθρον 34.

Ὑποχρέωσις πρὸς ἐκδοσιν.

1. Τὰ συμβαλλόμενα μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἐκδίδουν ἀμοιβαίως, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παρούσης συμβάσεως, πρόσωπα εὐρισκόμενα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἐνὸς ἐξ αὐτῶν, δικωκόμενα διὰ ποινικὸν ἀδίκημα ἢ πρὸς ἐκτέλεσιν ποινῆς ἐπιβληθείσης ὑπὸ δικαστηρίου τοῦ αἰτουμένου τὴν ἐκδοσιν συμβαλλομένου Μέρους.

2. Ἡ ἐκδοσις ἐπιτρέπεται μόνον προκειμένου περὶ ἀδικημάτων διὰ τὰ ὁποῖα, κατὰ τὴν νομοθεσίαν τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν, προβλέπεται ποινὴ στερητικὴ τῆς ἐλευθερίας ἐνὸς τοῦλάχιστον ἔτους ἢ ἑτέρα βαρυτέρα ποινὴ ἢ διὰ τὴν διάπραξιν τῶν ὁποίων ἐπεβλήθη ὑπὸ τοῦ δικαστηρίου τοῦ αἰτουμένου Μέρους ποινὴ στερητικὴ τῆς ἐλευθερίας οὐχὶ μικρότερα τοῦ ἐξαμήνου (καλούμενα ἐφ' ἐξῆς «ἀδικήματα δι' ἃ ἐπιτρέπεται ἐκδοσις»).

Ἄρθρον 35.

Ἀρνήσις ἐκδόσεως.

1. Δὲν ἐπιτρέπεται ἐκδοσις ἐφ' ὅσον :

α) Τὸ ἀδίκημα διεπράχθη ὑπὸ προσώπου τοῦ ὁποῖον ἦτο ὑπὸ τῆς τοῦ συμβαλλομένου Μέρους πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς τελέσεώς του.

β) Τὸ ἀδίκημα διεπράχθη ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ συμβαλλομένου Μέρους πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις.

γ) Τὸ ἀδίκημα διὰ τὸ ὁποῖον ζητεῖται ἡ ἐκδοσις διεπράχθη ἐκτὸς τοῦ ἐδάφους τοῦ αἰτουμένου τὴν ἐκδοσιν Μέρους καὶ ἐφ' ὅσον ἡ νομοθεσία τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρους δὲν προβλέπει διώξιν εἰς περίπτωσιν παρομοίου ἀδικήματος διαπραχθέντος ἐκτὸς τοῦ ἐδάφους τοῦ ἢ δὲν ἐπιτρέπει τὴν ἐκδοσιν διὰ τὸ ἀδίκημα ἐπὶ τοῦ ὁποίου βασιζέται ἡ αἴτησις.

δ) Τὸ ἀδίκημα εἶναι πολιτικὸ ἡρωικῆς.

ε) Ἡ ποινικὴ διώξις ἢ ἡ ἐκτέλεσις τῆς ποινῆς κατὰ τὸ δίκαιον τοῦ ἐνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν εἶναι ἀπαρέδεκτοι λόγῳ παραγραφῆς αὐτῶν, ἢ δι' ἄλλους λόγους ἀποκλείοντας τὴν ποινικὴν διώξιν ἢ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ποινῆς.

στ) Τὸ ἐκζητούμενον ἄτομον ἐκρίθη δι' ὀριστικῆς ἀποφάσεως τῶν ἀρμοδίων ὀργάνων τοῦ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις Μέρους διὰ τὰ γεγονότα διὰ τὰ ὁποῖα ζητεῖται ἡ ἐκδοσις ἢ τὰ ἀρμόδια ὅργανα τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρους ἀπεφάσισαν τὴν μὴ ἀσκήσιν διώξεως ἢ τὴν παῦσιν τῆς διώξεως τῆς ἀσκηθείσης διὰ τὰ αὐτὰ γεγονότα.

ζ) Συμφώνως πρὸς τὸ δίκαιον τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, ἡ ποινικὴ διώξις προϋποθέτει κατάθεσιν ἐγκλήσεως παρὰ τοῦ παθόντος προσώπου.

2. Δεν επιτρέπεται έκδοσις και διά στρατιωτικόν αδίκημα, τὸ ὁποῖον συνίσταται ἀποκλειστικῶς εἰς παράβασιν καθαρῶς στρατιωτικῶν υποχρεώσεων καὶ δὲν συνδέεται πρὸς ἕτερον ἀδίκημα κοινού δικαίου.

Ἄρθρον 36.

Διαδικασία ἐκδόσεως.

Ἡ περὶ ἐκδόσεως αἰτήσις ὑποβάλλεται διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 37.

Αἰτήσεις περὶ ἐκδόσεως.

1. Ἡ περὶ ἐκδόσεως αἰτήσις δέον ὅπως περιλαμβάνη τὸ ὄνομα τοῦ προσώπου οὗτινος ζητεῖται ἡ ἐκδοσις, τὴν ὑπηκοότητα τούτου, τὸν τόπον κατοικίας ἢ διαμονῆς του, στοιχεῖα συστατικά τοῦ ἀδικήματος καὶ περὶ τῆς συνεπειᾶς τούτου προκληθείσης ζημίας.

2. Εἰς τὴν περὶ ἐκδόσεως αἴτησιν δέον νὰ ἐπισυναπτῶνται :

α) Ἐν περιπτώσει αἰτήσεως περὶ ποινικῆς διώξεως, ἐπίσημον ἀντίγραφον τοῦ ἐντάλματος συλλήψεως μετὰ περιγραφῆς τῶν πραγματικῶν περιστάτικῶν τοῦ διαπραχθέντος ἀδικήματος καὶ τοῦ νομικοῦ χαρακτηρισμοῦ τούτου καί, ἐν περιπτώσει αἰτήσεως περὶ ἐκτελέσεως καταδικαστικῆς ἀποφάσεως, ἐπίσημον ἀντίγραφον τῆς ἀποκτησάσης ἰσχύος δεδικασμένου δικαστικῆς ἀποφάσεως.

β) Τὸ καίμενον τῆς σχετικῆς ποινικῆς διατάξεως τῆς νομοθεσίας τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις, συμφώνως πρὸς τὴν ὁποίαν ἡ δεδομένη πρᾶξις χαρακτηρίζεται ὡς ἀδίκημα.

γ) Ἐξωτερικὴ περιγραφή τοῦ προσώπου τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἐκδοσις καὶ εἰ δυνατόν δακτυλικά ἀποτυπώματα καὶ φωτογραφία τούτου.

3. Ἐφ' ὅσον ὁ κατάδικος ἐξέτισε μέρος τῆς ποινῆς του, ἀναγκαῖα τυγχάνει ἡ ἀποστολὴ στοιχείου περὶ τούτου.

Ἄρθρον 38.

Σύλληψις ἐκζητουμένου πρὸς ἐκδοσίν.

Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν ἡ περὶ ἐκδόσεως αἰτήσις πληροῖ τοὺς ὅρους τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως, τὸ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται αὕτη συμβαλλόμενον μέρος λαμβάνει ἀμέσως μέτρα, συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν του, διὰ τὴν σύλληψιν τοῦ προσώπου τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἐκδοσις.

Ἄρθρον 39.

Πρόσθετα στοιχεῖα.

1. Ἐάν ἡ περὶ ἐκδόσεως τοῦ ἀτόμου αἰτήσις δὲν περιλαμβάνη ἅπαντα τὰ ἀπαιτούμενα στοιχεῖα, τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρους δύναται νὰ ζητήσῃ συμπληρωματικὰς πληροφορίες ὁρίζον πρὸς τοῦτο προθεσμίαν μέχρι δύο μηνῶν. Ἡ προθεσμία αὕτη δύναται νὰ παραταθῇ, ἐὰν ὑφίστανται σοβαροὶ πρὸς τοῦτο λόγοι.

2. Ἐάν ἐντὸς τῆς ὁρισθείσης ἢ παραταθείσης προθεσμίας δὲν ληφθοῦν αἱ αἰτηθεῖσαι πληροφορίες, τὸ ἀρμόδιον ὄργανον τοῦ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἰτήσις Μέρους, δύναται νὰ ἀποστείλῃ τὴν περὶ ἐκδόσεως διαδικασίαν καὶ προβῇ εἰς ἐλευθέρωσιν τοῦ κρατουμένου προσώπου.

Ἄρθρον 40.

Προσωρινὴ κράτησις.

1. Εἰς ἐπείγουσας περιπτώσεις, τὸ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἰτήσις συμβαλλόμενον μέρος, δύναται νὰ χωρήσῃ εἰς τὴν σύλληψιν τοῦ περὶ οὗ ἡ αἰτήσις προσώπου πρὸ τῆς κατὰ τὸ ἄρθρον 37 τῆς παρούσης συμβάσεως λήψεως τῆς αἰτήσεως περὶ ἐκδόσεως. Τὸ συμβαλλόμενον μέρος, ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἰτήσις, γνωστοποιεῖ τὴν ἐκδοσὶν ἐντάλματος συλλήψεως τοῦ προσώπου ἢ τὴν ἐκδοσὶν τελεσιδικίου καταδικαστικῆς ἀποφάσεως, γνωρίζον συνάμα ὅτι ἡ περὶ ἐκδόσεως τούτου αἴτησις θέλει διαβιβασθῇ ἀμέσως. Εἰς τοιαύτας περιπτώσεις

ἡ περὶ συλλήψεως αἰτήσις δύναται νὰ διαβιβασθῇ τηλεφωνικῶς, τηλεγραφικῶς εἴτε διὰ παντὸς ἄλλου μέσου καταλείποντος ἔγγραφον μήνυμα.

2. Τὰ ἀρμόδια ὄργανα τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν δύνανται καὶ ἄνευ τοιαύτης αἰτήσεως ὅπως προβαίνουν εἰς τὴν προσωρινὴν σύλληψιν προσώπου, διαμένοντος εἰς τὸ ἔδαφος αὐτῶν, ἐφ' ὅσον διαθέτουν στοιχεῖα ὅτι τοῦτο διέπραξεν εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἐτέρου συμβαλλομένου Μέρους ἀδίκημα δι' ὃ χωρεῖ ἐκδοσις. Περὶ τῆς συμφωνίας πρὸς τὰς διατάξεις 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἁρθροῦ συλλήψεως δέον ὅπως εἰδοποιηθῇ ἀμέσως τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον μέρος.

Ἄρθρον 41.

Ἀπόλυσις προσωρινῶς συλληφθέντος προσώπου.

Σύλληφθὲν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 40 τῆς παρούσης συμβάσεως πρόσωπον, ἐλευθεροῦται, ἐφ' ὅσον ἐντὸς 30ημέρου ἀπὸ τῆς διαβιβάσεως τῆς εἰδοποιήσεως περὶ τῆς συλλήψεως δὲν ὑποβληθῇ αἰτήσις περὶ ἐκδόσεως παρὰ τοῦ ἐτέρου συμβαλλομένου Μέρους. Εἰς τοῦτο γνωστοποιεῖται ἡ ἀπόλυσις τοῦ προσώπου.

Ἄρθρον 42.

Ἀναβολὴ τῆς ἐκδόσεως.

Ἐάν τὸ πρόσωπον, τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἐκδοσις, παρέμνην εἰς δίκην διὰ ποινικὸν ἀδίκημα ἢ ἐκτίη ποινὴν δι' ἕτερον ἀδίκημα εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις συμβαλλομένου Μέρους, ἡ ἐκδοσις δύναται ν' ἀναβληθῇ μέχρι τερματισμοῦ τῆς ποινικῆς δίκης ἢ τῆς ἐκτίσεως τῆς ποινῆς.

Ἄρθρον 43.

Προσωρινὴ ἐκδοσις.

1. Ἐάν λόγῳ τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ ἁρθροῦ 42 τῆς παρούσης συμβάσεως ἀναβολῆς δύναται νὰ ἐπέλθῃ παραγραφοῦ τοῦ ποινικοῦ ἀδικήματος ἢ νὰ προκληθῶν σοβαρὰ δυσγέρειαι εἰς τὴν διερεύνησιν τοῦ ἀδικήματος, τὸ πρόσωπον τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἐκδοσις εἶναι δυνατόν κατόπιν ἡτιολογημένης αἰτήσεως, νὰ ἐκδοθῇ προσωρινῶς εἰς τὸ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται τὸ αἷτημα συμβαλλόμενον μέρος.

2. Τὸ προσωρινῶς ἐκδοθὲν πρόσωπον δέον νὰ ἐπιστραφῇ εὐθὺς μετὰ τὸ πέραν τῶν διαδικαστικῶν ἐνεργειῶν ἐπὶ τῆς ποινικῆς ὑποθέσεως δι' ἣν ἔλαβε χώραν ἡ ἐκδοσις του.

Ἄρθρον 44.

Συρροή αἰτήσεων περὶ ἐκδόσεως.

Ἐάν ἤθελον ὑποβληθῇ ὑπὸ πλείονων χωρῶν αἰτήσεις περὶ ἐκδόσεως τοῦ αὐτοῦ προσώπου, τὸ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἰτήσις συμβαλλόμενον μέρος ἀποφασίζει ποία ἐκ τῶν αἰτήσεων τούτων θὰ ἔδει νὰ ἱκανοποιηθῇ.

Ἄρθρον 45.

Ὅρια ποινικῆς διώξεως.

1. Ἄνευ συναινέσεως τοῦ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἰτήσις συμβαλλομένου Μέρους, τὸ ἐκδοθὲν πρόσωπον δὲν δύναται νὰ παραπεμφθῇ διὰ ποινικὸν ἀδίκημα ἢ πρὸς ἑκτίσιν ποινῆς δι' ἀδίκημα δι' ὃ τοῦτο δὲν ἔχει ἐκδοθῇ.

2. Τὸ πρόσωπον δὲν δύναται ὠσπύτως νὰ ἐκδοθῇ εἰς τρίτον Κράτος ἄνευ συναινέσεως τοῦ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἰτήσις συμβαλλόμενον Μέρους.

3. Δὲν εἶναι ἀπραίτητος ἡ συναίνεσις τοῦ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἰτήσις συμβαλλόμενον Μέρους ἐφ' ὅσον :

α) Τὸ ἐκδοθὲν πρόσωπον δὲν ἐγκαταλείψει ἐντὸς μηνὸς ἀπὸ τοῦ τερματισμοῦ τῆς ποιν. διώξεως ἢ τῆς ἐκτίσεως τῆς ποινῆς, τὸ ἔδαφος τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἰτήσις. Εἰς τὴν προθεσμίαν δὲν περιλαμβάνεται ὁ χρόνος καθ' ὃν τὸ ἐκδοθὲν πρόσωπον οὐχὶ ἐξ ἰδίας αὐτοῦ ὑπακιϋότητος δὲν ἠδυνήθη νὰ ἐγκαταλείψῃ τὸ ἔδαφος τοῦ ἐξ οὗ προήλθεν ἡ αἰτήσις συμβαλλόμενον Μέρους.

β) Τὸ ἐκδοθὲν πρόσωπον ἐγκατέλειπε τὸ ἔδαφος τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις καὶ ἐπανήλθεν εἰς τοῦτο.

Ἄρθρον 46.

Παράδοσις τοῦ ἐκζητουμένου.

1. Τὸ πρὸς δ' ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις συμβαλλόμενον Μέρος γνωστοποιεῖ εἰς τὸ συμβαλλόμενον Μέρος, ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις, τὸν τόπον καὶ τὸν χρόνον τῆς παραδόσεως τοῦ ἐκζητουμένου προσώπου.

2. Ἐὰν τὸ συμβαλλόμενον Μέρος ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις, δὲν ἤθελε παραλάβει τὸ ἐκζητούμενον πρόσωπον ἐντὸς 15 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ὀρισθείσης διὰ τὴν παράδοσιν ἡμερομηνίας, τοῦτο δύναται ν' ἀφεθῇ ἐλεύθερον.

Ἄρθρον 47.

Ἐπανεκδόσις.

Ἐὰν τὸ ἐκδοθὲν πρόσωπον καθ' οἷονδήποτε τρόπον ἀποφύγῃ τὴν ποινικὴν διώξιν ἢ τὴν ἐκτίσιν τῆς ποινῆς καὶ ἐπιστρέψῃ εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ πρὸς δ' ἡ αἴτησις Μέρους, δέον ὅπως τοῦτο ἐπανεκδοθῇ κατόπιν νέας αἰτήσεως τοῦ αἰτούντος συμβαλλομένου Μέρους ἀνευ ὑποβολῆς τῶν στοιχείων τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 37 τῆς παρούσης συμβάσεως.

Ἄρθρον 48.

Γνωστοποίησις ἀποτελεσμάτων τῆς ποινικῆς διώξεως.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη γνωστοποιοῦν ἀμοιβαίως τὰ ἀποτελέσματα τῆς ποινικῆς διώξεως κατὰ τοῦ ἐκδοθέντος εἰς ταῦτα προσώπου. Ἐὰν δὲ κατὰ τοῦ προσώπου τούτου ἐξεδόθῃ καταδικαστικὴ ἀπόφασις, μετὰ τὴν τελεσιδικίαν ταύτης, ἀποστέλλεται κεκυρωμένον ἀντίγραφον αὐτῆς.

Ἄρθρον 49.

Διέλευσις.

1. Ἐκαστον συμβαλλόμενον Μέρος ὑποχρεοῦται, αἰτήσῃ τοῦ ἐτέρου Μέρους, ὅπως ἐπιτρέψῃ τὴν διὰ τοῦ ἐδάφους τοῦ διέλευσιν τῶν προσώπων, τῶν ἐκδιδομένων ὑπὸ τρίτης χώρας πρὸς τὸ ἑτέρον συμβαλλόμενον Μέρος. Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη δὲν ὑποχρεοῦνται νὰ ἐπιτρέψουν τοιαύτην διέλευσιν ἐφ' ὅσον δὲν προβλέπεται ἐκδοσις ὑπὸ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμβάσεως.

2. Ἡ περὶ ἀδείας διελύσεως αἴτησις δέον νὰ ὑποβληθῇ διὰ τῆς αὐτῆς ὁδοῦ ὡς καὶ ἡ περὶ ἐκδόσεως αἴτησις.

3. Τὰ ὄργανα τοῦ πρὸς δ' ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις συμβαλλομένου Μέρους ἐνεργοῦν τὴν διέλευσιν κατὰ τὸν προσφορώτερον δι' αὐτὰ τρόπον.

Ἄρθρον 50.

Δαπάναι ἐκδόσεως.

Αἱ σχετικαὶ πρὸς τὴν ἐκδοσιν δαπάναι βαρύνουν τὸ συμβαλλόμενον Μέρος, εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἀνέκυψαν αὗται, αἱ δὲ δαπάναι τῆς διελύσεως τὸ συμβαλλόμενον Μέρος ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις.

Ἄρθρον 51.

Ὑποχρέωσις ἀσκήσεως ποινικῆς διώξεως.

1. Ἐκαστον συμβαλλόμενον Μέρος ὑποχρεοῦται, αἰτήσῃ τοῦ ἐτέρου Μέρους, ὅπως ἀσκήσῃ συμφώνως, πρὸς τὸ δικαίον αὐτοῦ, ποινικὴν διώξιν κατὰ ἰδίον αὐτοῦ ὑπὸ ἡγεμονίας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ αἰτούντος Μέρους ἀδίκημα δι' ὃ ἐπιτρέπεται ἐκδοσις.

2. Εἰς τὴν αἴτησιν δέον ὅπως περιγράφωνται τὰ πραγματικὰ περιστατικὰ τοῦ ἀδικήματος καὶ ἐπισυνάπτονται τὰ ὑφιστάμενα ἀποδεικτικὰ περὶ τούτου στοιχεῖα.

3. Ἡ περὶ ἀσκήσεως ποινικῆς διώξεως αἴτησις ὑποβάλλεται ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ Δικαιοσύνης τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Εἰσαγγελέως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας.

4. Τὸ πρὸς δ' ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις συμβαλλόμενον Μέρος γνωστοποιεῖ εἰς τὸ αἰτούν Μέρος τὰ ἀποτελέσματα τῆς ποι-

νικῆς διώξεως, ἐν ᾗ δὲ περιπτώσῃ ὑφίσταται τελεσιδικίος καταδικαστικὴ ἀπόφασις, διαβιβάζει καὶ κεκυρωμένον ἀντίγραφον ταύτης.

Ἄρθρον 52.

Προσωρινὴ παράδοσις συλληφθέντος προσώπου.

Ἐφ' ὅσον ἐξ ἀφορμῆς ποινικῆς διώξεως ἀσκουμένης εἰς τὸ ἔδαφος ἐνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν τυγχάνει ἀναγκαιὰ ἡ προσωπικὴ ἐξέτασις ὡς μάρτυρος προσώπου, συλληφθέντος εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἐτέρου Μέρους, τοῦτο προβαίνει, κατόπιν αἰτήσεως, εἰς τὴν προσωρινὴν ἐκδοσιν τοῦ προσώπου πρὸς τὸ Μέρος ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις. Τὸ αἰτούν Μέρος, κρατεῖ τὸ πρόσωπον ὑπὸ φρούρησιν καί, μετὰ τὴν ἐξέτασιν αὐτοῦ, ἐπιστρέφει τοῦτο ἀμέσως εἰς τὸ Μέρος πρὸς δ' ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις.

Ἄρθρον 53.

Παράδοσις σχετικῶν πρὸς τὸ ἀδίκημα ἀντικειμένων.

1. Τὰ ἀντικείμενα τὰ προφανῶς ἐκ τῆς πράξεως τοῦ ἀδικήματος προερχόμενα ἢ τὰ χρησιμοποιηθέντα εἰς τὴν διάπραξιν αὐτῶν, ὡς ἐπίσης καὶ πᾶν ἕτερον ἀντικείμενον δυνάμενον νὰ χρησιμοποιηθῇ κατὰ τὴν ποινικὴν δίκην ὡς τεκμήριον παραδίδονται εἰς τὸ συμβαλλόμενον Μέρος καὶ εἰς τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς ἡ ἐκδοσις τοῦ διαπραξάντος τὸ ἀδίκημα δὲν δύναται, συνεπεία θανάτου ἢ ἄλλης αἰτίας, νὰ πραγματοποιηθῇ.

2. Τὸ πρὸς δ' ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις συμβαλλόμενον Μέρος δύναται ν' ἀναβάλῃ προσωρινῶς τὴν παράδοσιν τῶν αἰτηθέντων ἀντικειμένων ἐφ' ὅσον ταῦτα τυγχάνουν ἀναγκαῖα τούτῳ ἐν σχέσει πρὸς ἕτερον ποινικὴν ὑπόθεσιν.

3. Τὰ δικαιώματα τρίτων ἐπὶ τῶν ἀντικειμένων, ἅτινα παρεδόθησαν εἰς τὸ ἕτερον τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, διατηροῦνται ἐν ἰσχύϊ. Μετὰ τὸ πέρας τῆς ποινικῆς διώξεως ταῦτα ἐπιστρέφονται εἰς τὸ συμβαλλόμενον Μέρος, παρ' οὗ ἀπεστάλησαν, ἵνα παραδοθῶν εἰς τοὺς δικαιούχους αὐτῶν.

4. Ἡ βάσει τῆς παραγράφου I παράδοσις ἀντικειμένων ἐνεργεῖται συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 16 τῆς παρούσης συμβάσεως.

Ἄρθρον 54.

Κοινοποίησις καταδικαστικῶν ἀποφάσεων.

1. Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη κοινοποιοῦν ἀμοιβαίως τὰς τελεσιδικίους καταδικαστικὰς ἀποφάσεις αἰτινες ἐξεδόθησαν ὑπὸ τῶν δικαστηρίων τοῦ ἐνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν κατὰ ὑπὸ ἡγεμονίας τοῦ ἐτέρου.

2. Κατόπιν ἡτιολογημένης αἰτήσεως, τὰ συμβαλλόμενα Μέρη γνωστοποιοῦν πρὸς ἄλληλα τὰς καταδικαστικὰς ἀποφάσεις κατὰ προσώπων, ἅτινα δὲν εἶναι ὑπόκοοι τοῦ Μέρους, ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις.

3. Κατόπιν αἰτήσεως τὰ συμβαλλόμενα μέρη παραδίδουν πρὸς ἄλληλα, εἰ δυνατόν, καὶ δακτυλικά ἀποτυπώματα τῶν περὶ ὧν αἱ παράγραφοι 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου προσώπων.

4. Αἱ σχετικαὶ πρὸς τὰ θέματα τῶν προηγουμένων παραγράφων πληροφορίαι θὰ διαβιβάζωνται συμφώνως πρὸς τὴν καθορισθεῖσαν εἰς τὸ ἄρθρον 9 τῆς παρούσης συμβάσεως διαδικασίαν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V'.

Γενικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 55.

Ἡ Σύμβασις περὶ ἐκδόσεως μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Βουλγαρίας, ὑπογραφεῖσα ἐν Σόφίᾳ τὴν 21ην Φεβρουαρίου 1929, ὡς καὶ τὸ συμπληρωματικὸν αὐτῆς Πρωτόκολλον, δὲν ἔχουν νομικὴν ἰσχύν.

Ἄρθρον 56.

Ἡ παρούσα Σύμβασις συνάπτεται διὰ διάρκειαν 5 ἐτῶν. Αὕτη παρατείνεται διὰ σιωπηρᾶς ἀνανεώσεως διὰ διαδοχικά.

πενταετείς περιόδους εκτός εάν τὸ ἐν τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἤθελε καταγγεῖλει ταύτην ἐξ ἡγίας πρὸ τῆς λήξεως τῆς τρεχούσης πενταετοῦς περιόδου.

Ἄρθρον 57.

Ἡ παρούσα Σύμβασις θέλει κυρωθῇ καὶ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τριάκοντα ἡμέρας μετὰ τὴν ἀνταλλαγὴν τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως ἧτις θὰ λάβῃ χώραν εἰς Σόφιαν.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 10ην Ἀπριλίου χίλια ἑνεακόσια ἑβδομήκοντα ἑξ εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν, ἀμφοτέρων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύϊ.

Διὰ τὸν Πρόεδρον τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας Διὰ τὸ Συμβούλιον τοῦ Κράτους
τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας

ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ ΠΕΤΕΡ ΜΑΑΝΤΕΝΩΦ

Ἄρθρον δευτέρον.

Ἡ ἰσχύς τοῦ παρόντος ἄρχειται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 14 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 842

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις τὴν 10ην Ἰουνίου 1977 ὑπογραφείσης, μετὰ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἐνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, Συμφωνίας Ἐπιστημονικῆς καὶ τεχνολογικῆς συνεργασίας μετὰ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχύϊ νόμου ἡ ἐν Ἀθήναις τὴν 10ην Ἰουνίου 1977 ὑπογραφείσα, μετὰ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἐνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, Συμφωνία Ἐπιστημονικῆς καὶ τεχνολογικῆς συνεργασίας μετὰ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν ἔχει ὡς ἑπεται:

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Ἐπιστημονικῆς καὶ τεχνολογικῆς Συνεργασίας μετὰ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἐνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν.

Αἱ κυβερνήσεις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας ἀφ' ἑνὸς καὶ τῆς Ἐνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν ἀφ' ἑτέρου, πρὸς περαιτέρω ἐδραίωσιν τῶν φιλικῶν τῶν σχέσεων καὶ ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ τῶν ὅπως ἀναπτύξουν

καὶ προωθήσουν τὴν μεταξύ τῶν συνεργασίαν εἰς τοὺς διαφόρους τομεῖς τῆς Ἐπιστήμης καὶ Τεχνολογίας, συνεισέβαλον τὰ κάτωθι.

Ἄρθρον 1.

Τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη διαδηλώνουν τὴν ἐπιθυμίαν τῶν ὅπως ἐνθαρρύνουν καὶ ἀναπτύξουν τὴν Ἐπιστημονικὴν καὶ Τεχνολογικὴν Συνεργασίαν μετὰ τῶν χωρῶν τῶν, βάσει τῶν ὑφισταμένων δυνατοτήτων. Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν, τὰ δύο μέρη θὰ προσδιορίσουν τοὺς διαφόρους τομεῖς τῆς συνεργασίας ταύτης.

Ἄρθρον 2.

Ἡ Ἐπιστημονικὴ καὶ Τεχνολογικὴ Συνεργασία μετὰ τῶν συμβαλλομένων μερῶν εἰς τοὺς ἐκάστοτε κρινομένους ὑπ' ἀμφοτέρων τῶν μερῶν τούτων ὡς προσφορωτέρους τομεῖς, πραγματοποιεῖται βάσει προγραμμάτων συντασσομένων ἀπὸ κοινοῦ καὶ προβλεπόντων:

α) Ἀνταλλαγὰς Ἐπιστημόνων Θεωρητικῶν καὶ Ἐφηρμοσμένων Ἐπιστημῶν καὶ Εἰδικῶν ἐκ τῶν Ἐπιστημονικῶν Ἰδρυμάτων καὶ τῶν Κρατικῶν Φορέων.

β) Ἀπὸ κοινοῦ ἐκπονήσεις καὶ ἐκτελέσεις Ἐρευνητικῶν Προγραμμάτων ἀμοιβαίου ἐνδιαφέροντος.

γ) Ἀνταλλαγὰς ἐπιστημονικῶν καὶ τεχνολογικῶν πληροφοριῶν καὶ δημοσιεύσεων καὶ δημιουργίαν ἀμέσων ἐπαφῶν μετὰ τῶν ὁμολόγων Κέντρων Τεκμηρίωσης καὶ Πληροφοριῶν Ἑρέυνας καὶ Ἐπιστήμης καὶ Ἐπιστημονικῶν Βιβλιοθηκῶν τῶν δύο χωρῶν.

δ) Διοργάνωσιν ἐπιστημονικῶν καὶ ἐπιστημο-τεχνικῶν ἐκδηλώσεων, ὅπως:

Συμποσίων, Ἡμερῶν Ἐπιστήμης καὶ Τεχνολογίας, Διαλέξεων καὶ Ἐκθέσεων.

Ἄρθρον 3.

Αἱ ἀνταλλαγὰς Ἐπιστημόνων Θεωρητικῶν καὶ Ἐφηρμοσμένων ἐπιστημῶν καὶ Εἰδικῶν θὰ πραγματοποιοῦνται πρὸς τὸν σκοπὸν:

α) Τῆς ἐπιστημονικῆς ἐνημερώσεως.

β) Τῆς ἐξειδικεύσεως νέων Ἐπιστημόνων.

γ) Τῆς σχεδιάσεως καὶ ἐκτελέσεως κοινῶν ἐπιστημονικῶν καὶ ἐρευνητικῶν προγραμμάτων.

Αἱ ἀνταλλαγὰς θὰ πραγματοποιοῦνται ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ἐπιστημονικῶν ἀναγκῶν ἐκάστου μέρους καὶ τῶν δυνατοτήτων καλύψεως τῶν ἀναγκῶν αὐτῶν ὑπὸ τοῦ ἐτέρου μέρους, χωρὶς νὰ περιορίζονται μόνον μετὰ τῶν ὁμολόγων.

Ἄρθρον 4.

Συνιστᾶται Μικτὴ Ἑλληνο-Σοβιετικὴ Ἐπιτροπὴ Ἐπιστημονικῆς καὶ Τεχνολογικῆς Συνεργασίας, ἀποτελουμένη ἐξ ἀρμοδίων κρατικῶν λειτουργῶν ἴσου ἀριθμοῦ ἐξ ἐκάστης χώρας. Εἰς τὰς ἐργασίας τῆς Ἐπιτροπῆς δύνανται νὰ μετέσχουν καὶ ἐμπειρογνώμονες.

Εἰς τὴν ἀρμοδιότητα τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης ὑπάγεται ἐπίσης καὶ ἡ συγκρότησις ομάδων ἐργασίας ἐπὶ εἰδικῶν θέματων, ὁ κοινὸς συντονισμὸς καὶ ἡ ἐπίβλεψις τῆς ἐξελίξεως τῆς συνεργασίας, ἡ ἐκτίμησις τῆς ἐκτελεσθείσης ἐργασίας καὶ ἡ ἐπεξεργασία προγραμμάτων Ἐπιστημονικῆς καὶ Τεχνολογικῆς Συνεργασίας.

Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ συνέρχεται κατ' ἔτος εἰς τὴν Ἑλλάδα καὶ Σοβιετικὴν Ἐνωσιν, ἀντιστοίχως.

Κατὰ τὰς συνεδριάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς θὰ ἀνταλλάσσονται αἱ σχετικαὶ προτάσεις, θὰ πραγματοποιοῦνται ἐκτιμήσεις τοῦ ἐκτελεσθέντος ἔργου καὶ θὰ καταρτίζεται τὸ ἐπόμενον πρόγραμμα συνεργασίας.

"Αρθρον 5.

Τὰ Ἑρευνητικὰ Κέντρα καὶ τὰ Ἐπιστημονικὰ Ἰδρύματα τῶν δύο Χωρῶν συνεργάζομενα μεταξύ των, δύνανται νὰ καταρτίζουσιν καὶ υποβάλλουσιν πρὸς τὴν Μικτὴν Ἑλληνο - Σοβιετικὴν Ἐπιτροπὴν πρὸς ἐξέτασιν καὶ ἔγκρισιν προτάσεις διὰ τὴν ἀπὸ κοινου ἐκπόνησιν καὶ ἐκτέλεσιν ἐρευνητικῶν προγραμμάτων ἀμοιβαίου ἐνδιαφέροντος.

"Αρθρον 6.

Ὡς ἀρμόδιοι κρατικαὶ ἀρχαὶ διὰ τὴν ὑλοποίησιν τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐξ ἑκάστης χώρας ὀρίζονται ἀντιστοίχως ἡ Ὑπηρεσία Ἐπιστημονικῆς Ἑρεῦνης καὶ Ἀναπτύξεως τοῦ Ὑπουργείου Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κρατικὴ Ἐπιτροπὴ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου τῆς Ἑνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν ἐπὶ τῆς Ἐπιστήμης καὶ Τεχνολογίας.

"Αρθρον 7.

Τὰ δύο μέρη συμφωνήσαν ὅτι οἱ οἰκονομικοὶ καὶ τεχνικοὶ ὅροι οἱ συνδεόμενοι πρὸς τὰς ἀνταλλαγὰς ἐπιστημόνων τοῦ ἀρθρου 2 παρ. α, θὰ πραγματοποιιοῦνται εἰς τὰ πλαίσια τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐπ' ἀμοιβαιότητι, ὡς ἐξῆς :

α) Ἡ ἀποστέλλουσα χώρα καλύπτει τὰ ἐξοδα μεταβάσεως καὶ ἐπιστροφῆς τῶν ἐπιστημόνων, ὡς καὶ τὰ μικρο-ἐξοδα τοῦ ταξιδίου των.

β) Ἡ φιλοξενουσα χώρα καλύπτει τὰ ἐξοδα παραμονῆς τῶν ἐπιστημόνων (διατροφή καὶ ξενοδοχείον), τὰ ἐξοδα ἐσωτερικῶν μετακινήσεων τῶν συνδεόμενων μὲ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν προγραμμάτων, τὰ ἐξοδα ἱατρικῆς περιθάλψεως καὶ διαθέτει, ὅταν παρίσταται ἀνάγκη, τοὺς ἀπαιτούμενους μεταφραστάς.

Αἱ δαπάναι τῶν ἐκδηλώσεων τοῦ ἀρθρου 2 παρ. δ τῆς παρούσης Συμφωνίας καλύπτονται ὡς ἀκολούθως :

α) Ἡ φιλοξενουσα χώρα ἀναλαμβάνει τὴν ἐξασφάλισιν τῆς αἰθούσης, ὡς καὶ τὰς εἰδικὰς φροντίδας ἐξυπηρετήσεως τῆς ἐκδηλώσεως.

β) Αἱ δαπάναι μετακινήσεως καὶ διαμονῆς τῶν ἐπιστημόνων καὶ αἱ δαπάναι μεταφορᾶς ἐπιστημονικοῦ ὕλικου καὶ ὀργάνων βαρύνουν τὴν χώραν ἐξ ἧς προέρχονται οἱ ἐπιστήμονες.

Αἱ δαπάναι ταξιδίου καὶ διαμονῆς τῶν μελῶν τῆς Μικτῆς Ἑλληνο - Σοβιετικῆς Ἐπιτροπῆς θὰ βαρύνουν τὴν χώραν ἐξ ἧς προέρχονται ταῦτα.

Αἱ οἰκονομικαὶ καὶ διαδικαστικαὶ λεπτομέρειαι διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως ρυθμίζονται διὰ τῶν ἐν τῷ συνημμένῳ παραρτήματι διαλαμβανόμενων, τὸ ὅποῖον καὶ ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον τμήμα τῆς παρούσης Συμφωνίας ἔχον τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

"Αρθρον 8.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη ὑποχρεοῦνται ὅπως μὴ μεταδίδουν εἰς τρίτους, ἀνευ προηγουμένης συγκαταθέσεως τοῦ ἐτέρου τῶν συμβαλλομένων, ἐπιστημονικὰς καὶ λοιπὰς πληροφορίας, τῶν ὁποίων λαμβάνουν καθ' οἷονδήποτε τρόπον γνῶσιν ἐντὸς τῶν πλαισίων τῆς παρούσης Συμφωνίας.

"Αρθρον 9.

Ἡ παρούσα Συμφωνία ἰσχύει ἀπὸ τῆς ἐπικυρώσεώς της καὶ διὰ χρονικὸν διάστημα τριῶν ἐτῶν, δύνανται δὲ νὰ ἀνανεοῦνται σιωπηρῶς ἀνὰ τριετίαν, ἐφ' ὅσον δὲν ἦθελε καταγγελλῆ ἐγγράφως ὑπὸ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν, τοῦλάχιστον ἐξ μῆνας πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς ἰσχύος της.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 10ην Ἰουνίου 1977 εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν ἑλληνικὴν καὶ ρωσικὴν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας
Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν

(Ὑπογραφή)

(Ὑπογραφή)

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

"Αρθρον 1.

Ἡ ἐπιστημονικὴ ἐνημέρωσις θὰ εἶναι διαρκείας 3 ἔως 15 ἡμερῶν δι' ἑκαστον ἐπιστήμονα.

Ἡ ἐξειδικεύσεις νέων ἐπιστημόνων θὰ εἶναι διαρκείας 30 ἔως 180 ἡμερῶν δι' ἑκαστον ἐπιστήμονα.

Ἡ συνολικὴ χρονικὴ διάρκεια τῶν ἐτησίων ἀνταλλαγῶν δι' ἑκαστον μέρος θὰ εἶναι, κατ' ἀνώτατον ὅριον 580 ἀνθρωποημέραι. Ἐξ αὐτῶν μέχρις 100 ἀνθρωποημέραι θὰ χρησιμοποιοῦνται δι' ἀνταλλαγὰς ἐνημερώσεως καὶ μέχρι 480 ἀνθρωποημέραι δι' ἀνταλλαγὰς ἐξειδικεύσεως.

"Αρθρον 2.

Δι' ἀποφάσεων τῆς διὰ τοῦ ἀρθρου 4 τῆς Συμφωνίας συνιστωμένης Μικτῆς Ἑλληνο - Σοβιετικῆς Ἐπιτροπῆς καὶ ἐφ' ὅσον τοῦτο κρίνεται ἐπωφελὲς διὰ τὴν πρόοδον τῆς Συμφωνίας, δύνανται ἐκ τοῦ συνολικοῦ ἀριθμοῦ τῶν 480 ἀνθρωποημερῶν τῶν προοριζομένων ἐτησίως δι' ἀνταλλαγὰς ἐξειδικεύσεως, 60 ἀνθρωποημέραι νὰ χρησιμοποιηθοῦν δι' ἀνταλλαγὰς ἐνημερώσεως, μεταβαλλομένων οὕτω τῶν ἀριθμῶν τῶν ἀνθρωποημερῶν δι' ἀνταλλαγὰς ἐξειδικεύσεως καὶ ἐνημερώσεως ἀπὸ 480 εἰς 420 καὶ ἀπὸ 100 εἰς 160 ἀντιστοίχως.

Τυχὸν μὴ χρησιμοποιηθεῖσαι ἀνθρωποημέραι ἐκατέρωθεν δὲν δύνανται νὰ χρησιμοποιοῦνται κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐπομένων ἐτῶν.

"Αρθρον 3.

Οἱ ἀνταλλασσόμενοι ἐπιστήμονες, ἐμπειρογνώμονες καὶ λοιποὶ εἰδικοὶ κατατάσσονται εἰς δύο κατηγορίας, ὡς ἀκολούθως :

Α' Κατηγορία :

Ἀκαδημαϊκοί, Καθηγηταὶ Πανεπιστημίων, Γενικοὶ Διευθυνταὶ Δημοσίων Ὑπηρεσιῶν, ἐπὶ κεφαλῇς Ἑρευνητικῶν Ἰδρυμάτων καὶ Ἐπιστημονικῶν Ὁργανισμῶν καὶ Ὑφηγηταί.

Β' Κατηγορία :

Ἀπαντες οἱ λοιποὶ ἐπιστήμονες καὶ διοικητικοὶ υπάλληλοι.

"Αρθρον 4.

Τὰ δύο μέρη θὰ ἀνταλλάσσουν τὰς προτάσεις των, τὰς σχετικὰς πρὸς τὰς ἐτησίας ἀποστολὰς ἐπιστημόνων δι' ἐνημέρωσιν καὶ ἐξειδικεύσιν, τοῦλάχιστον ἓνα μῆνα πρὸ τῆς συγκλήσεως τῆς Μικτῆς Ἑλληνο - Σοβιετικῆς Ἐπιτροπῆς. Εἰς τὰς προτάσεις αὐτὰς θὰ περιλαμβάνωνται :

α) Οἱ ἐπιστημονικοὶ τομεῖς συνεργασίας.

β) Αἱ πιθαναὶ ἡμερομηνίαι πραγματοποιήσεως τῶν ἀποστολῶν.

γ) Τὰ σύνολα τῶν ἀνθρωποημερῶν, ἅτινα θὰ χρησιμοποιηθοῦν διὰ τὰς ἀποστολὰς ἐνημερώσεως καὶ τὰς τοιαύτας ἐξειδικεύσεως.

Τὰ δύο μέρη θὰ ἀποστέλλουν, τοῦλάχιστον ἓνα μῆνα πρὸ τῆς πραγματοποιήσεως τῶν ἀποστολῶν, ὀνομαστικὴν κατάστασιν διὰ τὰς ἀποστολὰς ἐνημερώσεως καὶ τοιαύτην διὰ τὰς ἀποστολὰς ἐξειδικεύσεως. Εἰς τὰς καταστάσεις θὰ περιλαμβάνωνται :

α) Κατηγορία ἐπιστήμονος.

β) Ὀνοματεπώνυμον.

γ) Εἰδικότης.

δ) Ἰδρύμα καὶ τομεῖς ἀπασχολήσεως.

ε) Εἶναι γλώσσαι.

στ) Ἐπιστημονικοὶ τομεῖς συνεργασίας.

ζ) Ήμερομηνία αφίξεως εις την φιλοξενούσαν χώραν.
 η) Διάρκεια παραμονής ενός εκάστου.

Άρθρον 5.

Αί ήμερήσιαι ή μηνιαίαι αποζημιώσεις των έπιστημόνων δια την αντιμετώπισιν των δαπανών διατροφής εις τρεχούσας τιμάς είναι :

Α' Κατηγορία έπιστημόνων :

Ήμερησίως Ρούβλια 8 ή δρχ. 600
 Μηνιαίως » 250 ή » 12.000

Β' Κατηγορία έπιστημόνων :

Ήμερησίως Ρούβλια 6 ή δρχ. 500
 Μηνιαίως » 150 ή » 10.000

Άρθρον 6.

Αί εις την Μικτήν Έπιτροπήν υποβαλλόμεναι προτάσεις κοινών έρευνητικών προγραμμάτων θα περιλαμβάνουν :

- α) Το είδος του έρευνητικού προγράμματος.
- β) Την χρονικήν διάρκειαν εκτέλεσεως του έργου.
- γ) Την οικονομικήν επιβάρυνσιν δι' εκαστον μέρος.
- δ) Τους έπιστημονικούς έρευνητικούς φορείς, οίτινες θα συμπράξουν κατά την εκτέλεσιν, και
- ε) λοιπάς τεχνικάς λεπτομερείας των υπό εκτέλεσιν άμοιβαίου ενδιαφέροντος προγραμμάτων.

Άρθρον δεύτερον.

Τά εις εκτέλεσιν της παρούσης Συμφωνίας και υπό της υπό του άρθρου 4 αυτής προβλεπομένης Μικτής Έπιτροπής

καταρτιζόμενα Πρωτόκολλα - Πρακτικά εγκρίνονται δια κοινής απόφάσεως των αρμοδίων Υπουργών.

Άρθρον τρίτον.

Τάς εκ του άρθρου 6 της Συμφωνίας αρμοδιότητας από Έλληνικής πλευράς διεκπεραιώνει, αντί της καταργηθείσης Υπηρεσίας Έπιστημονικής Έρεύνης και Αναπτύξεως του Υπουργείου Πολιτισμού και Έπιστημών, ή Υπηρεσία Έπιστημονικής Έρεύνης και Τεχνολογίας του Υπουργείου Συντονισμού.

Άρθρον τέταρτον.

Η ισχύς του παρόντος άρχεται από της δημοσιεύσεώς του δια της Έφημερίδος της Κυβερνήσεως.

Ο παρών νόμος ψηφισθείς υπό της Βουλής και παρ' Ημών σήμεραν κυρωθείς, δημοσιευθήτω δια της Έφημερίδος της Κυβερνήσεως και εκτελεσθήτω ως νόμος του Κράτους.

Εν Αθήναις τη 14 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ

ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ

Έθεωρήθη και έτέθη ή μεγάλη του Κράτους σφραγίς.

Εν Αθήναις τη 21 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

Η ΓΕΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ :

Ἡ ἐτήσια συνδρομή τῆς Ἐφημερίδας τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν φύλλων τῆς πού πουλιούνται τμηματικὰ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, καθορίσθηκαν ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1974 ὡς ἀκολουθεῖ :

Α' ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Γὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	600
2. » » » Β'	»	700
3. » » » Γ'	»	500
4. » » » Δ'	»	1.000
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κτλ	»	500
6. » » » Παράρτημα	»	300
7. » » » Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κτλ.	»	3.000
8. » » Δελτὸ Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Γὰ ὅλα τὰ τεύχη καὶ τὸ Δ.Ε.Β.Ι.	»	6.000

Οἱ Δήμοι καὶ οἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουν τὸ 1/2 τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά :

1. Γὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	30
2. » » » Β'	»	35
3. » » » Γ'	»	25
4. » » » Δ'	»	50
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δημοσίου Δικαίου κτλ	»	25
6. » » » Παράρτημα	»	15
7. » » » Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κτλ. ..	»	150
8. » » Δελτὸ Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας ..	»	10
9. Γὰ ὅλα τὰ τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., εἶναι 3 δρχ., ἀπὸ 9 ὡς 40 σελ. 8 δρχ., ἀπὸ 41 ὡς 80 σελ. 15 δρχ., ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἀνω ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατὰ 15 δρχ. ἀνὰ 80 σελίδες.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

1. Στὸ Τεύχος Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης :

Α. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν :

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ..	»	10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων σὲ γενικὲς συνέλευσεις, τῶν κατὰ τὸ ἀρθρὸ 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων, πού προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἀρθρὸ 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 ἐπεὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ, πού ἀναφέρονται σὲ προσωρινὲς διατάξεις ..	»	1.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διὰλυση Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939 ...	»	200
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ..	»	4.000
7. Τῶν συνολικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν	»	1.000
8. Τῶν ἀποφάσεων ἐπὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν	»	600
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων ἐπὶ παροχῆς ἀδείας ἐπιτελέσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, τῶν ἐθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν γενικά, καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ, μὲ τίς ὁποῖες ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	»	4.000
10. Τῶν ἀποφάσεων ἐπὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπους ἐν Ἑλλάδι ἄλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν καὶ τῶν ἀποφάσεων ἐπὶ μεταβίβασης τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν κατὰ τὸ ἀρθρὸν 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	»	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων ἐπὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	10.000

12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου ἐπὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67 Δραχ. | 1.000 |

13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς ἐπὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967 » | 1.000 |

Β'. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης :

1. Τῶν καταστατικῶν	»	1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	1.000
5. Τῶν ἐθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων :

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων ἐπὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	1.000
2. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν ἀνωτέρω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	1.000

II. Στὸ Τέταρτο τεύχος, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων. » 400

Τὸ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων στὸ Τεύχος Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης, πού πρέπει νὰ καταβάλλεται ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ), ὁρίσθηται γενικά σὲ 50/o.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἑσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντὶ ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, τὸ ὁποῖο φροντίζει ὁ ἐνδιαφερόμενος νὰ τὸ στείλει στὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἑξωτερικοῦ εἶναι δυνατὸ νὰ στέλλονται καὶ σὲ ἀνύλογο συνάλλαγμα μὲ ἐπιταγὴ ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντῆ τῶν Διοικητικῶν καὶ Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων καταβάλλεται ὡς ἑξῆς :

α) στὴν Ἀθήνα : στὸ Ταμεῖο τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου),

β) στὶς ἐπὶ ὁλοκλήρω πώλεις τοῦ Κράτους : στὰ Δημόσια Ταμεία καὶ ἀποδίδεται στὸ ΤΑΠΕΤ σύμφωνα μὲ τίς 192378/3639/1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκύκλιες διαταγῆς τοῦ Γ.Λ.Κ.,

γ) στὶς περιπτώσεις συνδρομῶν ἑξωτερικοῦ : ὅταν ἡ ἀποστολὴ τους γίνεται μὲ ἐπιταγὴ, μαζί μ' αὐτὲς στέλνεται καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸ.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς
ΒΑΣΙΛΕΙΟΣ ΣΤ. ΝΙΚΑΣ

ΑΠὸ τὸ Ἐθνικὸ Τυπογραφεῖο